

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2076 - VENDREDI 1^{er} AOÛT 2014

Sommet États-Unis/ Afrique

Un programme chargé
pour Denis Sassou
N'Guesso à Washington

Le chef de l'État congolais est arrivé le 30 juillet à Washington où il prendra part, avec ses homologues africains, au sommet États-Unis / Afrique initié par le président américain, Barack Obama, et qui aura lieu du 5 au 6 août.

Dans la capitale américaine, le programme de Denis Sassou N'Guesso s'annonce char-

gé avec, à l'affiche, une communication ce 1^{er} août sur les questions de paix et de sécurité en Afrique centrale au National club presse ; la conférence de presse avec les médias américains et la visite du Centre de recherche de l'Institut national de santé de Rockville Maryland.

Page 9

Le chef de l'État donnera une communication ce 1^{er} août sur les questions de paix et de sécurité

Clara Inès Chaves en compagnie de son époux

INTERVIEW

Clara Inès Chaves évoque
son séjour de quatre
ans au Congo

L'avocate et bienfaitrice d'origine colombienne va quitter le Congo après quatre années passées en compagnie de son époux, Marcel Van Opstal, dont le mandat à la tête de la Délégation de l'Union européenne a pris fin.

Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville, Clara Inès Chaves évoque ses années dans ce pays avec lequel elle a tissé des liens forts jusqu'à oeuvrer pour la consolidation des relations entre le Congo et la Colombie.

Parlant par ailleurs de ses œuvres caritatives, elle a indiqué : « mon objectif était de leur donner un peu d'affection. Dire à tous ces orphelins et personnes démunies qu'ils sont nos frères, nos enfants, nos parents, etc. »

Page 10

INDUSTRIES CULTURELLES

Brazzaville accueille
les assises du Conseil
africain de la musique

La 4^e assemblée générale de cette institution régionale chargée de promouvoir les industries culturelles se tient à Brazzaville en vue de l'adoption avec, au

menu, le programme quinquennal (2015-2020).

Le conseil africain de la musique a également examiné les candidatures de nouveaux pays

membres (l'Angola, le Burkina Faso et le Tchad) et passé en revue des pro-

grammes spécifiques. « Nous parlerons du premier forum panafricain de musique en 2016 à Abidjan après avoir adopté de nouvelles candidatures en plus des vingt structures nationales déjà en place », a précisé le président du conseil, Mbuyamba Lupwichi.

Page 13.

PATRIMOINE

Les royaumes
Loango et Téké
créent un cadre
de concertation

Une charte de concertation mettant en place le Conseil inter-royal de concertation des royaumes du Congo a été signée le 30 juillet à Diosso, dans le département du Kouilou, en présence du roi de Loango Moe Makosso IV. Elle sera paraphée prochainement à Mbé par le Makoko Auguste Nguempio.

À travers ce cadre, les deux cours royales entendent promouvoir et défendre la civilisation congolaise.

Page 20



Moe Makosso IV, roi Loango

ÉDITORIAL

Référendum

Page 2

ÉDITORIAL

Référendum

Il y a d'un côté ceux qui jugent le moment venu de moderniser la Constitution en l'adaptant aux réalités du temps présent ; il y a, de l'autre côté, ceux qui crient au scandale dès que l'on évoque cette idée, dénonçant par anticipation une manipulation qui serait à leurs yeux insupportable. Deux camps qui se font face en s'accusant mutuellement de vouloir porter atteinte à la démocratie et qui usent d'arguments de plus en plus radicaux dans l'espoir de se faire entendre du grand public.

Question donc : est-il possible de résoudre ce conflit intérieur de façon pacifique, c'est-à-dire en évitant qu'il ne dégénère sous forme de manifestations sur la voie publique, de déclarations enflammées, ou même d'appels à la violence pour faire triompher l'une ou l'autre cause ?

La réponse à cette question est aussi simple qu'évidente : seul un référendum, c'est-à-dire une consultation populaire, peut dire de façon claire et indiscutable si les Congolais veulent ou non changer la Constitution qui les régit depuis la fin de la guerre civile. À la condition, bien sûr, que celle-ci soit organisée de façon démocratique, en respectant les règles qui régissent ce genre de consultation et en laissant se dérouler le débat contradictoire qui permettrait aux citoyens de se déterminer en toute connaissance de cause.

Souhaitons donc que très rapidement, et pourquoi pas lors de la fête nationale qui sera célébrée à Sibiti dans deux semaines, les plus hautes autorités de l'État disent de façon claire, non ambiguë, qu'il reviendra au peuple congolais tout entier et non à sa seule classe politique de se prononcer sur le changement de Constitution que les uns appellent de leurs vœux et que les autres rejettent sans appel. Alors, en effet, pourra s'engager le processus complexe qui fera de la nation le seul et unique décideur.

Il est possible, probable même, que les opposants au changement de la Constitution feront entendre leur voix avec encore plus de force pour dénoncer le recours au référendum. Mais ils devront alors expliquer publiquement pourquoi ils veulent empêcher le peuple congolais de se prononcer lui-même, sans intermédiaire, sur un texte dont dépend son destin.

Les Dépêches de Brazzaville

SÉNAT

Adoption d'un accord sur les services aériens entre le Congo et la Turquie

En marge de la présentation du budget révisé, la chambre haute du Parlement a examiné et adopté le 30 juillet à Brazzaville, l'accord relatif aux services aériens entre le Congo et la Turquie signé le 15 novembre 2012 à Ankara. Celui-ci permet aux compagnies désignées de chaque pays d'exploiter les services aériens entre les deux États.

Dans cet accord, chaque partie contractante concède à l'autre partie, pour l'exploitation des services aériens internationaux, agréés par les compagnies aériennes désignées par chacune, les droits de survoler sans atterrir dans le territoire de l'autre partie, de faire des escales pour des besoins non liés au trafic, d'embarquer et débarquer les passagers du fret et du courrier pour le trafic international. Pour ce faire, l'accord exige à chaque partie de désigner une ou plusieurs compagnies aériennes pour exploiter les services aériens convenus sur les itinéraires spécifiés.

Cette désignation prendra effet après que les autorités

aéronautiques ont notifié par écrit et par voie diplomatique. Les mêmes autorités approuveront les tarifs pratiqués. Le présent accord fait obligation aux parties de s'assister mutuellement pour prévenir les actes de captures illicites d'aéronefs et autres, dirigés contre la sécurité des passagers, des équipages, des aéronefs, des installations et services de navigation aérienne ainsi que, toute autre menace de la sûreté de l'aviation.

L'accord stipule également que chaque partie peut demander à l'autre, des consultations relatives aux normes de sécurité, dans les domaines se rapportant aux équipages, aux aéronefs ou à leur exploitation. Ces consultations interviendront dans les 30 jours suivant la demande.

Il entrera en vigueur lorsque les parties contractantes se seront mutuellement notifiées la date à laquelle les formalités légales pour la conclusion et l'entrée en vigueur des accords internationaux dans leurs pays respectifs, ont été accomplies. Il est conclu pour une durée indéterminée. Toutefois, l'une

ou l'autre partie peut à tout moment notifier à l'autre son intention de la dénoncer. Dans ce cas, l'accord prend fin douze mois après la date de réception de la notification qui sera simultanément communiquée à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Lorsqu'un différend surgit dans l'interprétation ou l'application de cet accord, les parties contractantes s'efforcent dans un premier temps, de le régler par voie de négociations entre les Autorités aéronautiques des deux pays. Si les autorités aéronautiques ne parviennent pas à un accord, le différend sera réglé par voie diplomatique. À défaut, les parties peuvent recourir à un tribunal arbitral conformément à la procédure établie par le centre international de règlements des différends sur les investissements.

Par ailleurs, dans le cadre du suivi, de l'application ou de la modification des dispositions du présent accord, ainsi que de ses annexes, les autorités aéronautiques se consulteront régulièrement.

Jean-Jacques Koumbema

MOSSAKA / CUVETTE

11 000 électeurs sont attendus aux urnes

Le 10 août aura lieu l'élection législative partielle de la circonscription Mossaka I, dans le département de la Cuvette. En prélude au scrutin, Léon Raphaël Mokoko, unique candidat, a réuni, le 29 juillet à Brazzaville, un échantillon de la diaspora de Mossaka. L'objectif était non seulement de lui faire part de l'approche réaliste et dynamique qu'il comp-

taut adopter face aux problèmes occultant cette partie de la Cuvette, mais également d'inciter les électeurs à voter.

Notons cette élection législative partielle a été ouverte le 25 juillet après le décès, le 28 mai à Paris (France), de Clémence Bomiango née Okouya des suites d'une insuffisance rénale.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

FONDS DE SOUTIEN À L'AGRICULTURE

Dans l'attente des subventions de l'État

L'argent de l'État vient en retard et ne concorde pas toujours avec le calendrier du Fonds de soutien à l'agriculture (FSA). Malgré ce désagrément, le responsable de cette institution étatique, même s'il manifeste son impatience, reste optimiste surtout que la situation est générale pour les autres structures de l'État, au niveau du Trésor Public et que l'année 2014 n'est pas encore finie.

Au cours d'un échange avec les journalistes de Patriote, de la Semaine Africaine et des Dépêches de Brazzaville, le directeur du FSA, Apollinaire Itoua, s'est exprimé sur le problème du non versement des subventions de l'État. Outre le fait que le personnel de sa structure travaille dans des conditions difficiles, ils sont également en sous-effectifs. « Je suis dans l'impatience car nous devons aider les promoteurs agropastoraux. Sur le budget 2014, nous n'avons reçu aucun fonds, ni en fonctionnement ni en investissement. Nous fonctionnons avec le report de 2013. En termes de réalisation, nous ne pouvons en parler puisque nous n'avons rien reçu à ce jour. Nous espérons dans un avenir proche, être en mesure de réaliser notre programme d'activités, qui est conditionné par le versement

de cette subvention », a déclaré le directeur général.

Actuellement, le FSA est envahi par des demandes des promoteurs qui ne cessent d'augmenter vu les besoins en croissance. Or, empêché par le manque d'argent, le FSA ne peut les traiter.

Le report de 2013, évalué à plus d'un milliard, sert à réaliser autre chose. En effet, en termes d'urgence, le FSA qui accompagne la municipalisation accélérée, est en train de construire le centre agropastoral de Sibiti. Celui-ci devra être équipé, et par la suite, il sera question d'installer les travailleurs agro-pastoraux qui le mettront en valeur.

Un programme d'activités dense

Le programme comprend des formations à réaliser et la deuxième tranche des promoteurs à honorer. Sur ce dernier point, le FSA détient dans ses archives les noms des promoteurs qui avaient reçu la première tranche. Certains ont apporté des justificatifs ; en revanche les autres ont procédé au remboursement. « Il faut bien que les promoteurs montrent leur bonne foi, car nous nous sommes accordés sur les modalités d'utilisation de cette première tranche. Nous envoyons les équipes sur le terrain pour



Apollinaire Itoua (photo Adiac)

à élaborer. Ce document permettra d'avoir de la visibilité. Le directeur général le souhaite vivement, même s'il trouve le projet prétentieux.

En effet, le FSA procède depuis peu à recouvrer l'argent se trouvant entre les mains des promoteurs qui se sont fait passer pour des opérateurs agropastoraux. Le taux de recouvrement est encore faible car il y a trop d'argent à l'extérieur. Ainsi, il est très difficile de se fixer

an, a fait un certain nombre de constats et il revenait au comité de direction de se prononcer. Sur ce dossier soumis à son attention, il a été recommandé un audit confié à un bureau d'étude recruté par le FSA. Son rapport est attendu afin de s'assurer si le partenariat est avantageux ou pas. Les conclusions de cet audit, seront déterminantes pour le partenariat envisagé avec la Banque postale.

Les perspectives

Les perspectives sont nombreuses ! L'argent tant attendu, servira à poursuivre le programme d'appui aux jeunes producteurs ruraux, lancé à Sibiti, pour qu'il s'étende aux autres départements. Un partenariat est aussi envisagé avec le fonds d'appui à coût partagé, pour renforcer les capacités des promoteurs locaux. Ces derniers ont besoin de semence, d'outils, de formation, et d'argent en guise de fonds de roulement. En outre, le FSA envisage la signature d'un accord avec un concessionnaire en tracteurs qui s'installera au Congo. « Nous verrons dans quelle mesure apporter le service après-vente à nos bénéficiaires qui feront le choix d'acheter un tracteur. (...) La maintenance est importante », a indiqué le directeur général.

En termes de bilan, Apollinaire Itoua revendique, onze mois après sa nomination, avoir restauré la confiance au sein de sa structure. Selon lui, l'image du FSA est en train d'être améliorée dans la mesure où, il a apporté plus de rigueur pour l'octroi des crédits. Aussi, pour la première fois, il a demandé que les travailleurs du FSA soient immatriculés.

Nancy France Loutoumba

AGRICULTURE

La diaspora congolaise envisage d'accompagner les groupements locaux

L'Association des Congolais de la diaspora est déterminée à accompagner les femmes et les jeunes du monde rural dans l'agriculture en les incitant à s'y intéresser davantage. Un objectif défini par l'association dans le but de réduire les importations excédentaires et d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Le projet concerne également la gestion durable des ressources naturelles et la biodiversité, le maintien de l'emploi rural, la création d'activité économique et la lutte contre le chômage.

Avant de mettre sur pied ce projet, une délégation des Congolais de l'étranger, conduite par sa présidente, Agnès Ounounou, s'est entretenue avec le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Rigobert Maboundou, qui s'est dit intéressé. Ainsi, à l'issue de leur entretien, il a autorisé l'association à rencontrer les potentiels bénéficiaires.

« Notre motivation de lancer ce projet vient du constat que nous importons presque tout, alors que nous avons une terre fertile à cultiver. Nous voulons aider principale-



Le ministre de l'Agriculture encadré par les deux femmes de la délégation après la réunion (© Adiac).

ment les femmes et les jeunes à faire en sorte que cette activité soit véritablement génératrice de revenus », a déclaré la présidente des Congolais de la diaspora.

« Les deux premiers départe-

ments pilotes sont la Sangha et le Pool. Dans le premier seront développées la pêche artisanale, la pisciculture, les cultures maraîchères et vivrières. Dans le second sera pratiqué, entre autres,

l'élevage. À partir d'octobre prochain, nous rencontrerons les potentiels bénéficiaires pour avoir déjà une idée des besoins réels de chaque département », a-t-elle ajouté.

Afin de mieux travailler une fois installée, l'association prévoit d'ouvrir un bureau central à Brazzaville et des bureaux décentralisés. Composées de techniciens et conseillers notamment sur les végétaux, ces équipes auront pour mission d'encadrer, de suivre et d'appuyer ces groupements dans la réalisation de leurs activités.

Quelques dépôts d'intrants, des produits vétérinaires et des matériels et équipements agricoles seront stockés dans les magasins qui seront mis en place dans les différentes localités, afin de leur faciliter le travail.

Pour un bon usage de tous ces produits et matériels agricoles, des séminaires de formation seront organisés. La conservation, le stockage et la commercialisation des produits agricoles de ces cultivateurs sont garantis.

Notons que ce projet cadre avec les objectifs de l'Organisation des Nations unies qui a décrété 2014 Année internationale de l'agriculture familiale.

Lopelle Mboussa Gassia

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Dans le cadre de la mise en œuvre des accords signés entre le ministère de la santé publique de Cuba et le ministère de la santé et de la population du Congo, il est demandé aux élèves et étudiants âgés de 23 ans au plus, détenteurs de l'un des Bac des séries C, D, F2, F3, E des années 2013 et 2014, désireux de poursuivre leurs études dans les filières de médecine, électro-médecine à Cuba, de bien vouloir déposer leur dossier de candidature au cabinet du ministre de la santé et de la population du 1^{er} au 20 août 2014.

Le dossier est composé des pièces administratives ci-après :

- une fiche de renseignements (à retirer au cabinet du ministère de la santé et de la population) ;
- une copie du diplôme BAC ;
- un extrait d'acte de naissance ;
- un relevé de notes du BAC ;
- un casier judiciaire ;
- un certificat de nationalité ;
- un certificat médical ;
- dix (10) photos format identité.

Toutes les pièces du dossier doivent être légalisées au ministère des affaires étrangères et de la coopération, hormis les dix (10) photos format identité et le certificat de nationalité.

Les examens médicaux, supervisés par une commission spéciale, ont lieu au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville.

Les frais de ces examens qui s'élèvent à 15.000FCFA, sont à la charge des intéressés.

N.B : Le dépôt du dossier de candidature est gratuit.

Fait à Brazzaville, le 25 / 07 / 2014

Le directeur de cabinet


Le Directeur
DE LA SANTE ET DE LA POPULATION
REPUBLIQUE DU CONGO

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

« Les gouvernements actuels cherchent en priorité à combler leur retard en matière d'équipements, mais pas encore à améliorer la qualité de la vie. C'est une erreur coûteuse. »

Anna Rosenberg, directrice du département Afrique subsaharienne à Londres, Forbes Afrique juillet/août 2014

« Le chômage touche aussi le milieu du football. »

Pascal Bollini, responsable UNFP, Nouvel Observateur, 31 juillet 2014

« Le terrorisme n'est pas uniquement religieux. C'est une déformation de la structure de la pensée qui nie la liberté. C'est cela le terrorisme : une négation de la liberté. »

Mohamed Talbi, universitaire et islamologue tunisien, jeuneafrique.com, 28 juillet 2014

« L'évolution de la Ve République ne sera pas une juxtaposition de parlementaires qui interpellent l'exécutif car cela reviendrait à abaisser les partis politiques et à affaiblir la démocratie. »

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, Le Monde, 25 juin 2014

« Dans un groupe comme le nôtre, ce que nous faisons est basé sur le long terme. De temps en temps, il peut donc être difficile de définir les priorités à court terme. »

Christophe de Margerie, Président Directeur Général de Total E&P, Mbongui n°43 Le Magazine de Total E&P Congo

JOURNÉE DE LA FEMME AFRICAINE

Maurice Malanda : « L'éducation est le fondement même du développement »

La communauté africaine a célébré, le 31 juillet, la 40^e édition de la Journée de la femme africaine en relation avec la création en 1974 de l'Organisation panafricaine des femmes (OPF). Cette année, l'événement a eu pour thème : « Le rôle des femmes et des filles dans l'éducation, les sciences et les nouvelles technologies en vue d'une renaissance africaine »

Au Congo, plusieurs activités ont été organisées pour célébrer la journée, parmi lesquelles la causerie-débat à l'initiative du ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement. « L'éducation est le fondement même du développement, de la créativité, de la science et de la technologie », a déclaré le secrétaire général adjoint, en charge de l'Afrique au ministère des Affaires étrangères et de la coopération, ambassadeur itinérant, Maurice Malanda.

Son importance est capitale, a-t-il souligné, plus particulièrement pour le continent africain, en raison de sa population et d'une couche sociale féminine qui continue de croître à un rythme plus rapide que partout ailleurs dans le monde. « Malheureusement aussi, sur le continent, l'éducation continue de faire face à de nombreux défis liés, entre autres, au faible taux d'instruction, au taux élevé d'abandon scolaire dans les écoles primaires et secondaires, aux disparités et inégalités entre les sexes, aux infrastructures éducatives de mauvaise qualité et à la faiblesse des systèmes éducatifs », a déploré l'orateur.

Maurice Malanda est également

revenu sur les deux décennies de l'éducation pour l'Afrique mises en place par l'Union africaine (UA) pour la période 1997-2006 et 2006-2015. Quant à la science et aux nouvelles technologies, Maurice Malanda regrette que l'Afrique soit en retard en termes de recherche, d'invention technologique et d'innovation requise pour améliorer la productivité et la compétitivité.

Enfin, s'agissant de la renaissance africaine, l'exposant a indiqué qu'une vraie renaissance africaine était celle qui devrait progressivement privilégier la formation technique, professionnelle pour parer à l'enseignement général qui produit hélas, chaque année des milliers de diplômés aux emplois incertains sur le marché. « Pour renverser cette tendance, des réflexions et des politiques volontaristes doivent être menées par nos gouvernements, comme c'est le cas du nôtre qui comporte en son sein des ministères concernés : enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante ; de la Recherche scientifique et l'Innovation technologique », a conclu son propos Maurice Malanda.

Présidant la cérémonie, la ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au déve-

loppement, Catherine Embondza Lipiti, a salué toutes les figures emblématiques féminines ayant contribué à la lutte pour la libération du continent africain sur les plans politique, économique, social et culturel. Selon elle, la libération du continent africain sur ces plans a été l'un des premiers objectifs de l'OPF. « Aujourd'hui, plus que jamais, la renaissance africaine apparaît comme la recherche d'un souffle nouveau à donner à nos organisations nationales et continentales pour leur permettre d'atteindre les idéaux fixés par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine en vue d'un développement durable de notre continent », a-t-elle indiqué. Et Catherine Embondza Lipiti, de préciser : « La contribution des femmes est plus que nécessaire. » Rappelons que cette causerie-débat s'est déroulée en présence des ministres de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Bruno Jean Richard Itoua, des Affaires sociales, Émilienne Raoul, et de la Communication, Bienvenu Okiemy, ainsi que des représentants des agences du Système des Nations unies et de quelques diplomates en poste à Brazzaville.

Parfait Wilfried Douniama

OFFRES D'EMPLOI

La société GROUP STREIT SECURITY jeune et dynamique, basée au 31 rue Haoussa croisement avenue de la paix Poto Poto, recrute:

-Un(e) secrétaire comptable

Bonne connaissances Word Excel Rédaction fiches de paie

Horaires du travail 09h00 / 12h30-

13h30 / 17h30 du Lundi au vendredi.

-Des agents de prévention et sécurité pour service de gardiennage

JUSTICE

Marcel Ntsourou récuse les preuves de l'accusation

Le principal accusé dans cette affaire a déclaré, le 31 juillet à Brazzaville, ne pas reconnaître les armes scellées qui lui ont été présentées. Cet arsenal était composé d'une vingtaine de Kalachnikov (PMAK), des chargeurs et autres. L'ex-colonel a également fait savoir que la perquisition ne s'était pas déroulée en sa présence, car assure-t-il, il n'a jamais signé un procès-verbal de perquisition. Marcel Ntsourou a affirmé ne pas reconnaître les preuves de l'accusation. Il faut signaler que cette perquisition s'est effectuée après les affrontements du 16 décembre

2013. Le principal accusé a réitéré que la directive opérationnelle qui a conduit à l'intervention de la force publique à son domicile était incompatible avec la réalité. « L'ordre n'est pas adapté au déploiement sur le terrain. Ils ont déployé une force publique hors normes, car il n'y avait pas d'ordre de déploiement », a déclaré Marcel Ntsourou.

Au cours de cette audience, les avocats de la défense ont déploré les mauvaises conditions de détention de leurs clients.

Josiane Mambou Loukoula



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
EP14	Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication	4 jours	05 au 08 août 2014
EP05	Techniques de rédaction administrative	5 jours	18 au 22 août 2014
GMP02	Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et services)	5 jours	25 août au 29 août 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org

Site web : www.iprc-training.org

BP: 537 Brazzaville - République du Congo

APPEL À COMMUNICATION

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA BAIE DE LOANGO ET LA TRAITE NEGRIERE ATLANTIQUE

L'Île de Gorée occupe dans l'histoire de la traite négrière une place emblématique qui en fait un lieu de mémoire et de recueillement d'un haut intérêt touristique. L'éclat et la prééminence de ce site ont occulté d'autres sites de la côte de Guinée, tels Axim, El-Mina, Ouidah, Fernando Po, Sao Tomé, mais aussi d'autres sites de traite comme ceux de la côte de Loango et d'Angole.

Dans le cadre de la valorisation de la baie de Loango comme site historique de la traite négrière atlantique, la Présidence de la République du Congo envisage la construction et l'aménagement d'un espace de mémoire. En prélude à cette construction, le Département de la Culture et des Arts du Cabinet du Chef de l'Etat se propose d'organiser du 13 au 17 novembre 2014 un colloque international sur la baie de Loango et la traite négrière atlantique.

Pour alimenter fructueusement les échanges et mettre en lumière la place et le rôle de la baie de Loango dans la traite négrière atlantique, les communications porteront sur les axes suivants :

1. Le royaume de Loango : naissance, localisation géographique et organisation sociopolitique ;
2. Le royaume de Loango : un royaume côtier et courtier ;
3. Les esclaves de la traite et de la baie de Loango : sources d'approvisionnement et provenance ;
4. L'organisation de la traite négrière dans la baie de Loango ;
5. La traite négrière atlantique : ses conséquences pour le royaume de Loango ;
6. La traite négrière atlantique dans la baie de Loango : déracinement, ressenti et quête des origines.

Les propositions de communication doivent comprendre entre 200 et 300 mots. Elles doivent indiquer clairement la problématique abordée et faire état des principaux résultats qui seront exposés lors de la présentation. Elles seront accompagnées d'une bibliographie sélective (5 à 10 références) et d'une notice biographique de l'auteur.

Les propositions sont à adresser à Monsieur le Professeur André-Patient Bokiba, président de la commission scientifique au plus tard le 31 août 2014 à l'adresse électronique suivante : colloqueloango@gmail.com

Le comité scientifique du colloque procédera à la sélection des propositions et informera les auteurs des propositions retenues au plus tard le 15 septembre 2014.

Comité scientifique

Président : Théophile Obenga, Professeur d'Histoire

Membres :

- Ira Berlin, Professeur émérite d'histoire, University of Maryland, USA ;
- André-Patient Bokiba, Professeur de littérature, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo ;
- Reinaldo Bolivar, Vice-Ministre des Affaires étrangères chargé de l'Afrique, Caracas, Venezuela ;
- Catherine Coquery-Vidrovitch, Professeur émérite, Université Paris 7 Denis-Diderot, Paris, France
- Théodore Lodjou Gaybor, Professeur d'histoire, Université de Lomé, Togo ;
- Scholastique Dianzinga, Maître de conférences d'histoire, Université Marien Ngouabi ;
- Alberto Granado Duque, Professeur d'Histoire, Universidad de la Habana, Cuba ;
- Abiola Félix Iroko, Professeur d'histoire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin ;
- Marta Emilia Cordies Jackson, Directrice du Centre culturel Fernando Ortiz de Santiago de Cuba, Cuba ;
- Achille Mbembe, Professeur d'histoire et de sciences Politiques Université de Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud ;
- Elikia M'Bokolo, Professeur d'histoire, République démocratique du Congo ;
- Hugues Mouckaga, Professeur d'histoire, Université Omar Bongo de Libreville, Gabon ;
- Isidore Ndaywell, Professeur d'histoire, Université de Kinshasa, République démocratique du Congo ;
- Abraham Ndinga Mbo, Professeur d'histoire, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo ;
- Dominique Ngoie-Ngalla, Professeur d'histoire, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, Congo ;
- Fidèle-Pierre Nze-Nguema, Professeur de sociologie, Université Omar Bongo, Libreville, Gabon ;
- Yeda Pessoa de Castro, Professeur d'ethnolinguistique, Université d'Etat de Bahia, Salvador do Bahia, Brésil ;
- Frédéric Régent, Maître de conférences d'histoire, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne France ;
- Terry Rey, Professeur de la sociologie de la diaspora africaine aux Amériques, Temple University, Philadelphie, USA ;
- Serge Romana, Professeur de médecine, Université de Paris-Descartes, ancien Membre du Comité français pour la mémoire de l'esclavage, France ;
- Simao Souindoula, membre du Comité scientifique de la Route de l'Esclave, UNESCO, Paris ;
- John K. Thornton, Professeur d'histoire africaine, Boston University, Boston, USA.

Professeur André-Patient Bokiba
Président de la commission scientifique
apbokiba@yahoo.fr

JOURNÉE DE LA FEMME AFRICAINE

L'éducation des femmes aux sciences et aux technologies est indispensable

La ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Catherine Embondza Lipiti, a invité les femmes et filles d'Afrique et du Congo à s'intéresser à l'éducation, aux sciences et aux nouvelles technologies.

La ministre leur a adressé, le 30 juillet à Brazzaville, un message à l'occasion de la célébration, le 31 juillet de chaque année, de la Journée de la femme africaine.

Le thème retenu cette année — « le rôle des femmes et des filles dans l'éducation, les sciences et les nouvelles technologies en vue d'une renaissance africaine » — vise à consolider les acquis de leur lutte pour la conquête de

leurs droits fondamentaux et à réunir les femmes de tous les pays d'Afrique autour de l'idéal d'égalité, de développement et de paix.

Cette journée permettra de mettre l'accent sur la participation effective et responsable des femmes africaines au développement socio-économique et culturel de leur pays et sur l'élimination de toutes formes de discrimination à leur égard.

« *Le maintien des filles dans le système éducatif, l'orientation des filles vers les carrières scientifiques, la facilitation de l'accès aux nouvelles technologies sont là autant de défis à relever dans le contexte de la renaissance africaine. L'éducation des filles et des femmes est*

donc à la fois une question de justice et d'égalité, dans l'intérêt bien compris d'une politique de développement efficace », a souligné la ministre dans son message.

Catherine Embondza Lipiti a remercié tous les partenaires de leur appui multiforme aux actions du gouvernement en faveur des femmes et filles congolaises pour garantir leur accès à l'éducation, à la formation à la science et à la technologie.

Rappelons que le thème de la Journée de la femme africaine fait écho à celui de la Journée internationale de la femme du 8 mars 2011, célébrée sur le thème : « égalité d'accès à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie : la voie vers



Catherine Embondza Lipiti

un travail décent pour les femmes ».

Pour l'Organisation panafricaine des femmes, l'éducation scientifique des femmes et des filles et leur maîtrise

des nouvelles technologies sont capitales et indispensables au développement de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation.

Lydie Gisèle Oko

CENTENAIRE DE DJAMBALA

Les natifs de la localité à la recherche du financement des festivités

La commission d'organisation du centenaire de la préfecture de Djambala va entamer du 1^{er} au 5 août, sur toute l'étendue du territoire national, une quête publique dans le cadre des préparatifs des festivités de cette ville.

L'annonce faite le 31 juillet à Brazzaville par la commission d'organisation, est conforme à l'arrêté n-11674/MID/CAB du 28 juillet 2014, signé du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond-Zéphirin Mboulou. Sur cet arrêté, l'on peut lire dans l'article 2 : « *À l'issue de cette quête, un état détaillé des recettes et dépenses du produit net collecté devra être adressé au ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi qu'un état détaillé de l'affectation des sommes recueillies.* »

Pour fêter les cent ans d'existence de la ville de Djambala, une série d'activités est prévue au fil des quatre jours de fête, notamment du jeudi 25 au dimanche 28 septembre. Le programme prévoit des moments forts tels que l'ouverture des festivités et des activités sportives, culturelles et scientifiques.

Selon la liste détaillée des projets retenus, rendue publique par la commission d'organisation, seront mis en valeur l'histoire, le sport, l'art et la culture, l'environnement ainsi que la solidarité sociale et intergénérationnelle. Le tout sera planifié dans une approche interculturelle afin de mettre en valeur la diversité des communautés. La célébration du centenaire de Djambala est aussi une occasion d'exposer les produits agricoles et de déguster les mets Téké (natifs de la localité) comme prévoit le programme. L'actuelle préfecture de Djambala et son territoire offrent une nomenclature exceptionnelle qui porte aujourd'hui encore les innovations et la reconstruction d'un patrimoine sans nul autre pareil, qu'il convient de valoriser par une approche touristique. Ainsi donc, en hommage à des personnages illustres, une réflexion sur les dénominations de très nombreuses places publiques, bâtiments et rues de la ville de Djambala, va être menée. ans le cadre de la collecte des fonds, la traçabilité de ceux-ci est obligatoire. Ainsi, un compte bancaire devant recueillir les collectes d'argent a été ouvert, dans les livres et livrets de l'établissement Ecobank au rond-point de la Coupole, afin d'inciter un grand nombre de natifs à faire des virements, des dépôts de chèques et à verser leurs cotisations.

Fortuné Ibara

Les femmes politiques et des médias s'expliquent

À l'occasion de cette journée, le Groupe des journalistes pour la paix (GJP), dirigé par Christine Nathalie Foundou, a organisé le 31 juillet, à la villa Washington, une conférence-débat sur le thème « Expérience des femmes dans les médias et dans le milieu politique en République du Congo ».

La cérémonie a été marquée par plusieurs allocutions et un débat avec des étudiants des différentes facultés de l'Université Marien-Ngouabi. Les échanges ont porté sur l'expérience politique en République du Congo, sujet présenté par le 1^{er} questeur de l'Assemblée nationale, Charlotte Opimbat ; la présentation du projet « médias : voix pour tous », par la responsable Afrique du réseau des femmes des médias des Grands lacs, Gabrielle Solanet ; les investigations des animatrices de radio et de télévision ; l'informatique. Au cours de sa communication, Charlotte Opimbat a relaté sa

vie politique et évoqué les difficultés qu'elle rencontre en tant que femme dans ce secteur. Elle a encouragé les femmes à faire de la politique en vue du développement du pays. Elle a indiqué : « *La vie politique n'est pas facile mais il faut s'armer de courage. Je fais de la politique avec le cœur d'une mère en laissant les jeunes agir selon leurs consciences. L'Assemblée nationale compte 139 députés dont treize femmes qui ne représentent absolument rien alors que nous avons besoin d'atteindre 30%.* » Et d'ajouter : « *Apportez-moi vos propositions parce que j'aimerais aussi partir de l'assemblée tout en laissant une loi Charlotte Opimbat portant sur les jeunes filles.* »

Christine Nathalie Foundou a souligné que cette journée offre l'occasion aux femmes de dire non aux traditions rétrogrades qui maintiennent les femmes africaines dans les traditions,

non aux violences, au terrorisme et autres conflits armés, et non aux nombreux décès dont elles sont trop souvent victimes après les accouchements. Quant à Strother Murray, chargée d'affaires à l'ambassade des États-Unis au Congo, la représentativité de la femme dans les sphères de responsabilité que ce soit en Afrique et aux États-Unis. Elle a assuré l'appui de l'ambassade des États-Unis au Congo aux différentes activités organisées, et invité les femmes à tirer profit du débat. La chargée d'affaires à l'ambassade des États-Unis au Congo a également invité les femmes à élaborer des stratégies pour atteindre le grand nombre des femmes et des projets pour autonomiser le maximum d'entre ces femmes.

Notons que cette cérémonie a coïncidé à la célébration du 11^e anniversaire de la création de l'émission « Dites-le au téléphone », animée par Christine Nathalie Foundou à la télévision nationale congolaise.

L.G.O.

OFIS
RESEAUX & TELECOMS

LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE



NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.

AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

info@ofis-ort.com

www.ofis-reseaux-telecoms.com

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth



Tél.: 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Tél.: 01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications



Institut National Polytechnique

Félix HOUPHOUËT-BOIGNY

B.P. 1093 Yamoussoukro (CÔTE D'IVOIRE) - Tél. : (225) 30 64 66 66 Fax : (225) 30 64 04 06
B.P. V 79 Abidjan / Tél. (225) 22 44 51 67 Fax : (225) 22 44 32 93
Site web: www.inphb.edu.ci email: polytec@inphb.edu.ci

PRÉSENTATION

L'Institut National Polytechnique Félix HOUPHOUËT-BOIGNY (INP-HB) est né de la fusion des ex-Grandes Ecoles de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) : Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP), Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie (ENSA), Institut National Supérieur de l'Enseignement Technique (INSET) et Institut Agricole de Bouaké (IAB).

Sa mission principale est la formation initiale et la formation continue de Techniciens Supérieurs et d'Ingénieurs dans les domaines de l'agronomie, de l'industrie, du commerce, de l'administration des entreprises, du génie civil, des mines et de la géologie.

L'INP-HB compte en son sein six (6) Grandes Ecoles et des Classes Préparatoires.

ECOLE

Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE)

Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA)

Ecole Supérieure d'Industrie (ESI)

Ecole Supérieure des Mines et de Géologie (ESMG)

Ecole Supérieure des Travaux Publics (ESTP)

Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises (ESCAE)

Ecole de Formation Continue et de Perfectionnement des Cadres (EFCPC)

CYCLE / DIPLÔME

Accès aux cycles Ingénieurs

Ingénieur des Techniques
Ingénieur de Conception

Technicien Supérieur
Ingénieur des Techniques
Ingénieur de Conception

FILIERES

Math et biologie, Math et commerce, Math physique et sciences industrielles

Agronomie, Défense des cultures, Zootechnique, Agro-économie, Foresterie

Informatique, Electronique, Télécommunication, Electrotechnique, Maintenance industrielle, Génie mécanique, Energétique, Génie chimique

Mines et carrière, Pétrole, Environnement et traitement des eaux Bâtiment et urbanisme, Infrastructures et transport, Hydraulique, Géomètre

Management, Commerce et administration des entreprises, Finances et comptabilité, Logistique et transport, Assurance

Toutes les filières précitées

Conditions de candidature au concours d'entrée – session 2014

– Etre titulaire du Baccalauréat de la session 2014.

– Avoir moins de 22 ans au 31 décembre 2014 pour le cycle long

– Avoir moins de 24 ans au 31 décembre 2014 pour le cycle court

Pour tout renseignement complémentaire : site web : www.inphb.edu.ci

Mail : serviceconcours@inphb.edu.ci Tel. 00 225 30 64 66 99 Cel. 00 225 08 51 86 92

*INP-HB, un avenir d'avance...
et toujours la passion de l'Excellence !*

Coût annuel de la scolarité : 2.500.000 FCFA (comprenant la scolarité, l'hébergement et la restauration).

APPEL D'OFFRES

L'Ambassade de la République Fédérale du Nigeria à Brazzaville, par la présente invite les entrepreneurs à soumissionner leurs dossiers d'appel d'offres concernant le mobilier de bureau et autres accessoires cités ci-après pour sa nouvelle chancellerie sise au n° 1 de l'Avenue Auxence ickongo, Brazzaville.

N°	Mobilier de Bureau	N°	Autres accessoires des résidences officielles
1.	Les chaises et tables de haute classe (des cadres)	8.	Un lot de chaises
2.	Les tables des secrétaires/ chaises de bureau	9.	Les tabourets centraux et périphériques
3.	Sièges à 3-4 places en fer pour les visiteurs	10.	Les tapis centraux
4.	Table centrale/tabourets	11.	Table de salle à manger
5.	Meubles de rangement anti-feu/ meubles de rangement en acier	12.	Lits, matelas et garde-linge
6.	Les stores, l'écran plasma		
7.	Les photocopieuses		

La soumission de dossiers d'appel d'offres durera deux (2) semaines à compter de sa date de publication. Sur ce, les soumissionnaires sont priés de se conformer au délai sachant que tout dossier soumis après la date limite sera rejeté. Veuillez déposer vos dossiers à l'ambassade du Nigeria sous pli fermé.

A.S. Namaska
Chef de la chancellerie
Pour l'ambassadeur

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 17/MEFPPPI/PRCTG-SPM/14

« Recrutement d'une firme de réputation internationale en charge de la finalisation de la mise en place du Fichier unique Fonction publique-Solde »

« RELANCE »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'une firme en charge de la finalisation de la mise en place du fichier unique Fonction publique-

L'objectif général du projet est d'obtenir un système global d'informations, outil unique, cohérent, intégré, complet et sécurisé pour la gestion des ressources humaines et de la solde interfaçant avec les caisses de retraite et les ministères utilisateurs.

L'objectif spécifique du projet est de réhabiliter le fichier du personnel de l'Etat en vue de l'intégrer dans un fichier unique informatisé « Fonction Publique-Solde-Caisses de Retraite », qui devrait permettre : (i) une mise à jour des bases de données, évitant les paiements des agents fictifs; (ii) une clarification des procédures administratives et financières de gestion du personnel; (iii) une projection sur le suivi des effectifs sur et hors du territoire national; (iv) la réduction des obstacles qui freinent tant la gestion des carrières que l'obtention des pensions de retraites; (v) une rationalisation de la gestion des dossiers et archives du personnel;

L'impact d'une telle réforme devrait se ressentir tant sur le niveau de motivation du personnel que sur la maîtrise des dépenses en ressources humaines. La durée de la mission est de cent quatre vingt (180) jours intégrant la soumission du rapport final.

2. L'Unité d'Exécution du PRCTG, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés

doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.). Les consultants intéressés peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans le cas d'une association, les consultants doivent indiquer clairement le Chef de file et sa nationalité.

3. Sur cette base, un cabinet d'études sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». La firme sera sélectionnée sur la base de la qualité technique et le coût.

4. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 14 h 00.

5. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le Mardi 26 août 2014 à : PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE UNITE D'EXECUTION DU PROJET SECTION PASSATION DES MARCHES B.P 2116 Brazzaville, République du Congo; Derrière le Commissariat Central Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 29 Juillet 2014
Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Un service d'hygiène et de sécurité s'avère nécessaire

Réunis les 28 et 29 juillet, dans la salle des banquets du Palais du peuple, à la faveur d'un séminaire de sensibilisation sur la sécurité et la santé au travail organisé par le secrétariat général de la présidence de la République, les personnels évoluant au cabinet du chef de l'État ont formulé trois recommandations.

La rencontre a rassemblé les conseillers spéciaux, conseillers du président de la République, chefs de département, directeurs généraux et centraux ainsi que les responsables des différentes structures et administrations de la présidence de la République. Au terme des travaux, les participants ont recommandé la mise en place d'un service chargé de l'hygiène et de la sécurité au niveau de la présidence de la République, incluant un plan de formation des personnels en santé, sécurité au travail ainsi qu'en secourisme. Ils ont aussi suggéré la prise en compte des normes standards et des équipements de sécurité dans le projet de construction du futur immeuble devant abriter les administrations de la présidence de la République ainsi que la poursuite de la politique d'amélioration générale du cadre de travail des agents de la présidence de la République.

Pendant les deux jours des travaux, les cadres relevant du cabinet du chef de l'État ont suivi quatre communications développées par les experts du cabinet d'études Sertrade. Par exemple, l'exposé sur le « système de management en santé et sécurité au travail », présenté par Ebenguela Ebatetou, a permis aux participants d'avoir un panorama sur la question : les référentiels en santé et sécurité au travail, notamment les normes internationales de l'OIT et les textes réglementaires appliqués au Congo ; les valeurs essentielles et les bonnes pratiques (prévention des risques professionnels à travers la médecine du travail et la pratique du sport).

La quatrième communication a, quant à elle, permis aux participants de prendre connaissance des techniques de secourisme sur le lieu de travail en cas d'incendie, d'accident ou de malaise grave. Sur la base des communications présentées, les débats ont porté sur l'essentiel sur la prise en compte de la problématique de sécurité et de santé au travail au niveau de la présidence de la République ainsi que sur les dispositions préventives en la matière.

Selon la directrice du cabinet Sertrade, Patricia Mbongo Denguet Aticky, la santé et la sécurité

ne s'improvisent pas dans le cadre professionnel. « Nous avons voulu entrer avec vous dans une démarche de progrès, d'amélioration des services existants par la mise en œuvre de certains dispositifs en matière de sécurité », a-t-elle conclu à la fin du séminaire. Clôturant les travaux, le secrétaire général de la présidence de la République a rappelé que l'investissement dans le capital humain par la recherche de l'amélioration de la santé et de la sécurité au travail était une priorité. Il contribue, a précisé Jean-Baptiste Ondaye, à l'atteinte des objectifs de modernisation et d'amélioration des performances de leur administration. « Le séminaire qui s'achève aujourd'hui, vous avez pu le constater, ne s'est pas arrêté aux aspects de sensibilisation. Il vous laisse, j'en suis certain, un goût d'inachevé parce que chacun aurait souhaité allier la théorie à la pratique. Ce n'est que partie remise dans la mesure où ce séminaire nous inscrit dans un processus continu d'amélioration. Je vous donne donc rendez-vous dans les mois à venir lorsque nous serons mieux lotis avec un bâtiment neuf », a-t-il indiqué.

Parfait Wilfried Douniama

SIBITI/LÉKOUMOU

La fondation Aide et Solidarité au chevet des femmes violentées

La descente de Sibiti, dans le département de la Lékoumou, qui intervient après celle de Brazzaville, avait pour but de renforcer les capacités des femmes vulnérables et de les doter de certains kits.



Les kits de couture offerts aux femmes vulnérables de Sibiti (© DR)

La fondation Aide et Solidarité de Serge Bouya s'est donnée depuis sa création pour objectif d'aider les femmes vulnérables, victimes de toutes formes de violences. La première activité a été la rencontre avec les femmes incarcérées à la maison d'arrêt de Brazzaville. La fondation Aide et Solidarité leur avait apporté des kits de dignité, comportant des produits d'hygiène. La fondation s'est ensuite rendue

à Sibiti où l'équipe a rencontré les femmes vulnérables de cette localité afin de les encourager à l'entrepreneuriat et leur permettre de comprendre que les violences faites aux femmes sont un frein au développement. Une conférence-débat a été organisée pour la circonstance. Tout comme à Brazzaville, à Sibiti, la fondation, conduite par son secrétaire chargé des finances, a offert

des kits agricoles (brouettes, pelles, râpeaux, houes,...) et des kits de couture (machines à coudre complètes). L'association a permis également à la centaine de femmes qui acceptaient se lancer dans le commerce de disposer de fonds. Pour ce faire, une enveloppe de 50 000 FCFA a été donnée à chacune d'elle, le but étant de faire naître en elles l'esprit d'entrepreneuriat.

Bruno Okokana

SOMMET AFRIQUE-ÉTATS-UNIS

Denis Sassou N'Guesso à Washington depuis mercredi

Invité comme la plupart de ses homologues africains au sommet de Washington, qui se tiendra du 5 au 6 août, autour du président des États-Unis, Barack Obama, le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso, est arrivé dans la capitale américaine, mercredi, en fin d'après-midi.

En marge de ce sommet, dont l'un des objectifs est de renforcer les liens entre les États-Unis et l'Afrique « l'une des régions les plus dynamiques du monde », selon l'expression du porte-parole de la présidence américaine, Jay Carney, le président Denis Sassou N'Guesso aura un programme chargé durant son séjour à Washington.

Le tout commencera par une communication sur les questions de paix et de sécurité en Afrique centrale au National club presse, suivie d'une conférence de presse avec les médias américains. Fort de son rôle de médiateur dans la crise en Centrafrique, Denis Sassou N'Guesso devra sans doute évoquer la signature le 23 juillet, à Brazzaville par les parties centrafricaines d'un accord de cessation des hostilités censé mettre un terme aux souffrances des populations de ce pays. Il pourrait aussi aborder d'autres sujets d'actualité dans la sous-région et au-delà.

Il est ensuite prévu la visite par le chef de l'État du Centre de recherche de l'Institut national de santé de Rockville Maryland et de la chancellerie du Congo, puis des entretiens avec le Premier ministre de l'île Maurice, Navinchandra Ramgoolam ainsi qu'avec le président de Chevron Afrique et Amérique latine, Ali Moshiri. Il sera par ailleurs reçu à dîner par le Corporate council on Afrique et Chevron.

Enfin, le chef de l'État congolais prendra part au forum économique États-Unis/Afrique, organisé par le département du Commerce du pays hôte et les associations philanthropiques Bloomberg. Le dîner à la Maison Blanche entre le couple Obama et ses invités mettra fin au séjour du président Denis Sassou N'Guesso au pays de l'Oncle Sam.

Les Dépêches de Brazzaville

COMMERCE

Le Maroc a quadruplé ses exportations vers l'Afrique

En dix ans (2003-2013), les exportations du Maroc vers l'Afrique ont quadruplé, passant de 3,6 milliards à 16,3 milliards de dirhams.

Cette évolution s'explique par la diversification des produits et des marchés de destination. Les exportations marocaines intègrent désormais des produits énergétiques, des produits finis d'équipement et des demi-produits.

Cette évolution favorable a concouru à la réduction du déficit commercial avec le continent, passant de -9,5 milliards de dirhams en 2008 à -3,5 milliards de dirhams en 2013, soit une baisse de 60%.

Le taux de couverture des importations par les exportations a augmenté de 35,9 points passant de 45,4% en 2008 à 82,5% en 2013. Les transactions commerciales du Maroc avec l'Afrique représentent 6,4% du volume global des échanges commerciaux du pays.

Noël Ndong

EBOLA

La France apporte son expertise aux pays touchés par l'épidémie

Le Quai d'Orsay vient de mobiliser l'expertise française en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia pour endiguer l'épidémie d'Ebola.

Face à l'ampleur de la fièvre Ebola en Afrique de l'Ouest, la France vient d'apporter son soutien technique et son expertise pour juguler l'épidémie. En coordination avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les autorités guinéennes, libériennes et sierra-léonaises, Paris, via ses ambassades, est en contact avec les structures de veille sanitaire et de soins dans chacun des pays. Elle participe au soutien d'un projet de laboratoire mobile de haute sécurité en lien avec les Instituts Pasteur et Mérieux. Ainsi un expert de l'Institut Pasteur se rendra bientôt en Guinée. Au Libéria, Médecins sans frontières vient de dépêcher une équipe spécialisée. En coordination avec l'OMS, le Quai d'Orsay fera le point sur la situation, les risques et les mesures additionnelles à décider. L'Agence humanitaire européenne ECHO a débloqué 1,9 million d'euros d'aide d'urgence.

N. Nd.

INTERVIEW

Clara Inès Chaves : « Même à distance, nous ferons tout pour que les relations diplomatiques entre le Congo et la Colombie se consolident de plus bel »

Avocate de formation et diplomate, Clara Inès Chaves est l'épouse de l'ambassadeur de l'Union européenne au Congo, Marcel Van Opstal, dont le mandat est arrivé à son terme. Dans cet entretien accordé aux Dépêches de Brazzaville, elle salue l'hospitalité du peuple congolais et fait une esquisse du bilan des actions caritatives qu'elle a menées pendant ses quatre ans au Congo.

Les Dépêches de Brazzaville : Avec votre mari, Marcel Van Opstal, qui arrive à la fin de son mandat, quel est le sentiment qui vous anime en quittant le Congo ?

Clara Inès Chaves : Mes sentiments pour le Congo sont très variés. Dans un premier temps, je suis contente de repartir chez moi, en Colombie, après quinze ans que je n'habite plus chez moi. Entre temps, je reste très attachée au Congo, de même que mon mari, qui a grandi en Afrique et passé presque toute sa carrière diplomatique dans ce continent. Pour ma part, j'ai des racines africaines, et je suis une fois de plus ravie après avoir réussi à réaliser de nombreux projets que je caressais. Cela avec l'appui significatif de différentes institutions du pays, du gouvernement mais aussi de mes amis personnels et les médias. J'étais déjà bien intégrée dans le pays, je profite donc de cette occasion pour réitérer au Congo et à tous les Congolais, toute ma gratitude et mes sentiments les plus distingués.

LDB : Vous avez œuvré activement pendant les 4 ans que vous avez passés au Congo, dans des actions de charité à l'endroit des personnes démunies. Quel bilan peut-on faire de ces actions humanitaires ?

C.I.C. : J'ai travaillé avec différentes institutions du Congo, ainsi que les orphelinats Saint Joseph, l'orphelinat de Nazareth et l'institution Ephata. C'est une stratégie que nous avons adoptée pour contribuer, à notre manière, au développement du pays qui nous a accueillis pendant ces quatre années. Nous avons donc porté assistance aux personnes démunies, parce que nous pensions que c'est de cette manière que nous pouvions contribuer tant soit peu, à l'amélioration de leurs conditions de vie mais aussi à la paix sociale. Je parle de manque de paix parce qu'il y a une catégorie de personnes qui manquent de l'essentiel pour leur existence. Et si nous travaillons avec ces gens, nous leur donnons une meilleure qualité de vie, ce qui peut contribuer à fortifier la démocratie et la paix.

Nous avons pu entreprendre assez d'activités mais le temps était imparti, d'autres n'ont malheureusement pu être réalisées. Avec l'institution Ephata, par exemple, j'ai donné un coup de main pour agrandir son bâtiment principal. Avec d'autres institutions j'ai réussi à résoudre des problèmes importants. Aujourd'hui, j'ai beaucoup de mobilier à distribuer dans plusieurs orphelinats. Je les ai reçus de la part de l'Union européenne et je vais les remettre

à la Nonciature avant de quitter le pays avec une liste bien définie des établissements. Une bonne partie de ce mobilier est destinée à un orphelinat détruit récemment par le feu. Il s'agit notamment de chaises, d'armoires et d'autres articles nécessaires à leur fonctionnement. Avec l'appui de la Nonciature, je tiens également à aménager quelques endroits détruits par ce feu.

LDB : En travaillant avec ces personnes démunies, quel a été votre objectif ?

C.I.C. : Mon objectif était de leur donner un peu d'affection, tout en leur disant que je suis comme elles, que je suis leur maman, même si je suis d'origine colombienne. Car quelque part je suis congolaise aussi. C'est vrai que je porte le chapeau de colombienne, d'avocate et d'épouse de diplomate, mais je porte aussi la veste de mère. Mon objectif était surtout de dire au peuple congolais, à tous ces orphelins et personnes démunies, qu'ils sont nos frères, nos enfants, nos parents et qu'avec l'appui de tous, nous pouvons donner réponse aux difficultés dans lesquelles ces personnes se trouvent.

LDB : Avocate et diplomate, vous avez aussi œuvré dans la culture. Qu'est-ce qui vous a poussée à intégrer ce secteur ?

C.I.C. : Pour moi la culture est un élément d'intégration, de paix, surtout de fortification de la démocratie et de gouvernance. Avec la culture, on peut appartenir à différentes cultures.



Antoinette Denis Sassou N'Guesso et Clara Inès Chaves

Et quand nous apprenons différentes cultures, nous apprenons également à intégrer la paix en nous. En effet, pour moi, la culture est quelque chose d'enrichissant.

LDB : Quelles ont été vos actions culturelles menées pendant quatre années au Congo ?

C.I.C. : J'ai fait beaucoup de choses dans le domaine culturel. La plus grande activité culturelle que nous avons réalisée, c'est celle concernant la découverte de la Colombie, à l'occasion de laquelle nous avons organisé des journées et expositions culturelles, des journées gastronomiques ainsi que des conférences débats axées sur la Cours pénale internationale (CPI). En tout cas, la dernière grande activité culturelle que j'ai organisée n'est autre que « la Promotion pour le patrimoine culturel congolais au service du développement durable », avec la participation du Carnaval Barranquilla de la Colombie -un patrimoine humanitaire de l'Amérique latine-, qui a connu la participation d'importants conférenciers (ex-ministres d'État colombiens). Organiser de telles activités, était une façon pour moi de montrer que le Congo et la Colombie peuvent bien faire chemin ensemble dans le domaine de la culture.

LDB : Quelle appréciation faites-vous

des relations diplomatiques entre le Congo et la Colombie, votre pays d'origine ?

C.I.C. : Je trouve que la diplomatie est un élément important dans lequel on peut développer beaucoup de choses dans le pays, en faveur de la paix. Entre le Congo et la Colombie, pas mal de choses se sont réalisées. La Colombie a une grande racine africaine et il est important que nous puissions continuer à collaborer dans ce sens. Il y a déjà un chemin pour continuer et consolider différents sujets culturels et de coopération. Il s'agit d'un travail futur pour les gouvernements des deux pays.

Nous rentrons au pays, mais avec mon mari, nous continuerons à travailler, même à distance, avec le Congo. Nous remercions l'appui du président Denis Sassou N'Guesso, de son épouse Antoinette Sassou N'Guesso, du gouvernement en général, des entreprises et des amis, sans oublier Les Dépêches de Brazzaville et les autres médias avec qui nous avons réalisé beaucoup de grandes choses. Les amis comme le gouvernement congolais peuvent compter sur notre contribution pour favoriser les relations entre les deux pays.

Propos recueillis par Firmin Oyé



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TRAVAUX PUBLICS (Chantiers, Montages et Essais)

ASSURANCE MALADIE ASSURANCE INCENDIE

ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION

ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE GLOBALE BANQUE ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!

TerraTech
le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

➤ Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

➤ Acer Celeron (Couleur Rouge)

➤ Acer Celeron (Couleur Grise)



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

➤ Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC




LIBYE

Le chaos perdure trois ans après la chute de Kadhafi

Le 20 octobre 2011, lorsque Mouammar Kadhafi a été assassiné de sang-froid après les bombardements de l'Otan, les analystes avaient prédit que sa disparition n'allait pas marquer la fin de la guerre. Avec le soutien de certains Libyens, plusieurs pays étaient intervenus dans la guerre civile libyenne aux premiers rangs desquels la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Aujourd'hui, toutes les chancelleries occidentales ont quitté la Libye du fait des combats meurtriers et autres violences qui s'y déroulent sans avoir réalisé leur rêve d'instaurer la démocratie et de garantir la liberté du peuple libyen. Quel avenir réserve-t-on au pays du guide libyen ?

Les événements de 2011 ont précipité le pays dans une guerre civile tribale dont on se demande bien quelle pourrait être l'issue aujourd'hui. On peut se demander d'ailleurs si la situation n'était pas finalement moins mauvaise du temps de Mouammar Kadhafi, même si l'on connaît tous les aspects révoltants de son régime, car depuis sa mort, meurtres, règlements de comptes, tortures, arrestations arbitraires, viols, massacres font dorénavant partie du quotidien des Libyens.

La situation s'est encore dégradée depuis plus de deux semaines du fait des affrontements entre milices rivales, causant la mort de près de 200 personnes. Ce qui a contraint les capitales occiden-

tales à demander à leurs ressortissants de quitter la Libye et de fermer leurs représentations diplomatiques à Benghazi. Le ton a été donné par les États-Unis, suivis dans la foulée par la Grande-Bretagne. Aussitôt, l'Allemagne, la France et d'autres capitales européennes leur ont emboîté le pas.

Il y a lieu de se demander pourquoi ce départ inopiné lorsqu'on sait que les Occidentaux s'étaient rués sur Benghazi, le berceau de la révolution, dès la fin de la guerre civile en Libye dans le but inavoué de décrocher des contrats de reconstruction de ce qu'ils avaient détruit. Le ministre britannique des Affaires étrangères justifie ce départ par le fait que, selon lui, « une menace spécifique et imminente » visant les Occidentaux en Libye et principalement à Benghazi est avérée. « À l'heure qu'il est, nous ne pouvons pas faire de commentaire sur la nature de la menace... L'ambassade britannique à Tripoli est en contact avec les ressortissants britanniques dont elle a les coordonnées pour leur demander de quitter Benghazi », a-t-il indiqué.

De son côté, l'ancien diplomate français en poste à Tripoli, Patrick Haimzadeh, note que la Libye est en train de se fragmenter. « Une tragédie se déroule. Les Libyens ont déchanté, car il n'y a pas d'avenir pour leurs enfants. Personne ne sait ce qu'il adviendra dans dix ans de ces pays, Syrie, Irak, Libye, tous des ex-colonies qui ont subi ou subissent encore un régime autoritaire, ni s'ils existent encore », souligne-t-il.

Malgré l'alerte d'une menace en Libye, les Occidentaux continuent d'assister, impuissants, aux affrontements entre milices rivales. Et leur marge de manœuvre est réduite parce les Libyens — islamistes d'un côté, et libéraux de l'autre —, veulent diriger eux-mêmes leurs pays et contrôler l'exploitation de l'or noir.

L'intervention de l'OTAN était-elle nécessaire ?

Jean-Yves Moisseron de l'Institut pour la recherche et le développement (IRD) pense que la situation en Libye s'ex-

ressources pétrolières tel qu'il est. La Libye a atteint un point de paroxysme de la crise, entre ceux qui contrôlent les ressources pétrolières et les islamistes. On assiste à l'effondrement de ce qui reste des structures centrales de l'État », fait-il observer. C'est-à-dire qu'avec les richesses en hydrocarbures dont dispose la Libye, les tribus locales considèrent qu'elles n'ont pas besoin des Occidentaux pour reconstruire leur pays.

Devant le chaos libyen, plus d'un observateur se pose la question de savoir si l'intervention militaire de l'OTAN dans

biliser. À ce sujet, le journal Le Monde écrit : « La violence en Libye, qui dure depuis des mois, a pris une nouvelle dimension. Plus de cent morts en deux semaines d'affrontement, des combats qui s'intensifient près de Tripoli et à Benghazi, une menace de voir exploser un gigantesque dépôt de carburant aux portes de la capitale, sur fond de coupures d'eau, d'électricité et d'internet, alors que se confirme l'absence d'autorité centrale et que les étrangers quittent le pays aussi vite qu'ils le peuvent. »

Pourtant, la mission de l'OTAN était d'instaurer la démocratie dans le pays de Mouammar Kadhafi. Malheureusement, les données actuelles du pays prouvent qu'il n'en est rien. En 2010, sous le règne du guide libyen, il y avait dans le pays 3,8 millions de Libyens et 2,5 millions de travailleurs étrangers, soit 6,3 millions d'habitants. Aujourd'hui, 1,6 million de Libyens sont en exil, et 2,5 millions d'immigrés ont fui la Libye pour échapper aux agressions racistes. Il reste environ 2,2 millions d'habitants.

Dans le sud du pays, les mouvements terroristes règnent en maître. Il est devenu le nouveau sanctuaire des terroristes du Sahel, en particulier d'al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), et les trafiquants y ont trouvé une nouvelle porte d'accès pour atteindre l'Europe.

Nestor N'Gampoula et Fiacre Kombo (stagiaire)

Le Monde écrit : « La violence en Libye, qui dure depuis des mois, a pris une nouvelle dimension. Plus de cent morts en deux semaines d'affrontement, des combats qui s'intensifient près de Tripoli et à Benghazi, une menace de voir exploser un gigantesque dépôt de carburant aux portes de la capitale, sur fond de coupures d'eau, d'électricité et d'internet, alors que se confirme l'absence d'autorité centrale et que les étrangers quittent le pays aussi vite qu'ils le peuvent. »

plique par le fait que les schémas occidentaux sur la nécessité d'institutions régaliennes ne sont pas en adéquation avec la société libyenne. « La notion d'État ne fait pas sens en Libye », souligne-t-il. Le chercheur évoque un État « fantôme, doté d'embryons d'institutions régaliennes, instrumentalisées dans les logiques tribales ». Il relève par ailleurs que le partage du profit des immenses ressources pétrolières, parmi les plus importantes d'Afrique, a généré la crise actuelle. « Les alliances tribales n'acceptent plus le partage des

ce pays était nécessaire. Pour Stefano Silvestri de l'Institut des affaires italiennes, l'intervention occidentale ne peut être critiquée. « Cela devait être fait, mais l'absence d'actions successives pour stabiliser la situation a été clairement une erreur », affirme-t-il, déplorant l'absence de volonté d'installer une présence militaire sur le sol libyen pour favoriser la reconstruction. Il est loin le temps où Nicolas Sarkozy pouvait s'afficher fièrement comme le sauveur du peuple libyen : depuis trois ans, la Libye ne parvient pas à se sta-

FONDATION SARIS, UNE STRUCTURE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LIÉE À L'ACTIVITÉ SUCRIÈRE DE SARIS CONGO

Deux (02) ans après le lancement de ses activités, le 19 juin 2012, la Fondation SARIS a assuré la sensibilisation, le diagnostic des besoins de ses populations cibles, la structuration, le suivi et la formation des groupements identifiés. Ainsi, suivant sa vocation, elle mène sur le terrain des actions sociales, solidaires et sanitaires dans le but de réduire les inégalités, lutter contre les conditions précaires des populations et promouvoir des activités génératrices de revenus. Dans ce cadre, plusieurs projets ont été déployés, en l'occurrence :

1-La construction d'une passerelle communautaire sur la rivière Divouba avec l'appui du Groupe d'Action pour le Développement Communautaire (GADC) issu de différents villages de la zone pour désenclaver la Terre Kilounga en toute saison.

Cette réalisation a permis de faciliter l'écoulement régulier des produits agricoles des producteurs sur les lieux de marché. Elle induit l'amélioration des revenus et une participation effective à la sécurité alimentaire. En outre, elle a rendu possible l'approvisionnement tout aussi régulier en produits de premières nécessités pour les populations dans les Terres Kibaka et Kilounga.

Financés à la hauteur de Un million cinq cent cinquante sept mille sept cent soixante (1.557.760) Francs CFA, les travaux d'exécution ont duré sept mois, de juin à décembre 2013. La participation de la Fondation a été de 62 %, le reste a été pris en charge par la population réunie autour du GADC.

Le projet a recueilli la satisfaction des populations qui assurent par ailleurs, la sécurisation du passage.

2-La construction d'une quarantaine de latrines à compost

Plusieurs villages de l'axe sud de la Terre Moutéla, dans le district de Kayes vont bénéficier de

ce projet. Il s'agit notamment, des villages : Dolisie, Kitélélé, Moudikoula, Samoussoualou, Carrière ainsi que d'autres campements situés à proximité desdits villages.

Ce projet vise à résoudre un problème de salubrité important, particulièrement, en période de pluies. En effet, ces villages n'étant pas équipés en latrines, les déchets organiques des habitants sont déversés dans la rivière située en aval.



Vue de la passerelle communautaire

Laquelle est par ailleurs, le seul point d'accès en eau de la population avec toutes les conséquences néfastes que cette situation de faits comporte pour la santé.

Ensuite, ces latrines vont permettre la dégradation des matières organiques stockées dans les fosses en compost. Celui-ci sera ensuite réutilisé dans le cadre des activités agricoles comme amendement.

Dans un premier temps, onze (11) latrines ont été construites dans le village Dolisie.

La Fondation SARIS intervient en tant que partenaire pour la création du Comité de Développement, le renforcement de ses capacités, ainsi que pour un appui matériel et financier pour la construction des latrines.

Ce projet pourrait ensuite être étendu aux autres villages de l'axe sud de la Terre Moutéla, demandeurs de ces infrastructures supplémentaires. Le cout global du projet est de deux millions sept

sances entre les groupements, améliorer leur technicité et leurs revenus. Cette action a été menée de concert avec quatre groupements bénéficiaires, à savoir : Kouvonoukama Vé, La Victoire, La Volonté, Jeunesse Unie. Les quatre groupements ont décidé de rassembler leurs unités de production en mettant en place un site d'activités communautaire qui va leur permettre de travailler côte à côte, afin de pouvoir échanger plus facilement entre eux et de mieux appréhender les techniques culturelles mises en place par les uns et les autres. Le projet se déploie sur environ quatre (04) hectares, soit un (01) hectare par groupement pour la culture des légumes comme l'aubergine, le chou, le poivron, les courgettes, le piment, la pastèque et l'oignon rouge. L'appui de la Fondation se situe essentiellement sur le renforcement de ces groupements, au niveau matériel, technique, apport en intrants agricoles et en constitution d'une union de groupements. Le suivi du projet est assuré par les Opérationnels Terrain de la Fondation SARIS à travers les différentes formations depuis le démarrage de leurs activités en fin 2012. L'ensemble des groupements a fait preuve d'une grande motivation dans la mise en place de leurs activités. D'autres partenaires à savoir, la FAO et le Secteur Agricole vont également intervenir en tant que parties prenantes du projet, via un apport en intrants ou en formation.

Ici, la Fondation SARIS participe à hauteur de 60 % du budget global de trois millions cent dix-neuf mille vingt-cinq (3.119.025) FCFA. Le reste sera là encore apporté par les bénéficiaires et affecté à l'apport en matériel d'irrigation, aux travaux de préparation de terrain et de construction de hangar.

Au regard des activités menées depuis son lancement, il est permis de croire que la Fondation SARIS est sur la bonne voie quant à la réussite de son challenge.

3-Le Projet d'Appui au Développement Maraicher :

Ce projet a été mis en place pour favoriser l'union des groupements maraichers du village Dolisie. De même, il vise à faciliter l'échange des connais-

MISS CONGO 2014 BEAUTÉ

Les lauréates signent les textes d'engagement

La signature de ce document juridique par les lauréates s'est fait sous la houlette de Pupuce Ngalla Mouetoukouenda Ibata, présidente du comité Miss Congo (COMICO), quelques jours seulement après leur sacre.

En présence de maître Patrice Mahoungou, huissier de justice, et des parents des lauréates, mademoiselle Welcome Atipo, s'est engagée avec ses dauphines et les autres miss charme à signer ce texte d'engagement, au siège de la maison I-COM. Elle devient ambassadrice du charme naturel de son pays le Congo, patronnesse des fêtes et cérémonies de propagation nationale, jeune marraine des œuvres de bienfaisance, de solidarité nationale et internationale.

Quels sont les engagements signés ?

La Miss Congo et ses dauphines s'engagent formellement à n'accepter aucune proposition de quelque ordre que ce soit (réceptions, défilés d'élégance, photos, castings, films publicitaires ou autres interviews radio/télévision, vidéo, disques et gala divers), même sous leurs noms à titre onéreux ou gratuit, sans aviser le COMICO ou son délégué mandaté qui sera seul juge de la suite à donner.

La Miss Congo devra également s'engager à participer durant l'année de son élection, moyennant ses défraiements, à diverses manifestations et galas réalisés avec le concours du COMICO, notamment les défilés de mode, réceptions, émissions de radio/télévision, participation à des manifestations officielles, œuvres de bienfaisance et de promotion nationale. Elle s'engage aussi à n'élever aucune protestation ou commentaires déplacés dans la presse ou ailleurs par sa voix ou celle de sa famille, sous peine de sanctions sévères voire de destitution.

En toute circonstance, le texte d'engagement dit qu'elle doit se comporter avec dignité, grâce et élégance, parfaitement habillée, coiffée et maquillée. Elle doit s'interdire de fumer ou de s'afficher dans des lieux publics, comme les bars, restaurants, terrasses, night-club, ... avec un homme, et de se prêter à des photos licencieuses et à des exhibitions équivoques telles que strip-teases, monokinis mannequins nus sous son nom ou avec son titre et ce, pendant une durée de cinq années après son élection sous peine d'un dédommagement fixé à 250.000 FCFA. La Miss Congo devra participer sans restriction à tous les concours nationaux ou inter-

nationaux, voyages à l'étranger où à l'intérieur du pays pour lesquels elle serait désignée et devra se conformer aux règlements qui lui seront communiqués, effectuer les formalités nécessaires (passeport, visa, vaccination, examens médicaux). Par ailleurs, le COMICO est seul habilité à décider de sa participation aux différents



Les lauréates signent les textes d'engagement

concours et voyages de prestige à l'étranger ou à l'intérieur du pays. Cependant, dans le cas où elle se désisterait, le COMICO pourrait exiger le remboursement des sommes engagées et, le cas échéant, les dommages et intérêts pour le préjudice causé. Mais pour des raisons circonstancielles, elle peut admettre que le comité Miss Congo puisse désigner une dauphine, une ex-

miss ou une autre miss.

À propos des engagements des parents...

En effet, aucun membre de la famille des miss n'a le droit de s'immiscer dans les activités du COMICO, de près ou de loin, sans l'accord du comité. Le non-respect de cet article entraînera la destitution de la miss. De même que pendant le

ront officiellement remis qu'à la fin de son mandat ou attribués à celle qui remplirait ses fonctions et ce, avec les avantages afférant au titre. Notons qu'en ce qui concerne les fonds, la miss a 50%, le COMICO 30% et les 20% sont reversés aux différentes actions humanitaires qu'elle aura à mener.

La Miss peut-être destituée

En cas d'indisponibilité, elle est passible de remplacement ou de destitution. Il s'agit des cas de mariage, mauvaise santé, maux de transport, inaptitude de présentation en public, prise de poids exagérée, indignité, mauvaise tenue, troubles caractériels, déséquilibre neuropsychique, utilisation de stupéfiants ou d'alcool, non-respect du règlement intérieur du comité, désaccord avec la famille.

Notons que ces lauréates ont été élues le 25 juillet. Welcome Atipo, 18 ans, élève en terminale A, a été élue Miss Congo ; Bernice Massengo, 18 ans, élève en terminale C, a été élue 1^{ère} dauphine Miss Congo ; Sabrina Ndoulou-Milongo, 19 ans, étudiante, a été élue 2^{ème} dauphine miss Congo ; Naïva Mbongobou, 20 ans, étudiante, a été élue miss élégante ; et Grâce Sarah Samba, 18 ans, élève en terminale A, a été élue miss charme.

Bruno Okokana

Société Jardin du Congo

Immeuble 5 février 1979 - Tél. : + 242 05 574 48 52

OFFRE VALABLE DU
01/08/2014 AU 31/12/2014

Entretien du jardin 3 passages par semaine



Fourniture d'une poubelle et évacuation; 2 fois/semaine



Dératisation et Désinsectisation
NB : Service sous réserve d'un devis

PROMOTION

Entretien d'espaces verts

à partir de 10 000 frs CFA / mois



MUSIQUE

L'assemblée générale du CAM s'ouvre à Brazzaville

La 4^e assemblée générale du Conseil africain de la musique (CAM) a débuté ce matin à Brazzaville en présence des États membres. Elle examinera plusieurs points parmi lesquels la candidature des nouveaux pays tels que le Tchad, l'Angola, le Burkina Faso, qui veulent intégrer la structure.

Le directeur de cabinet du ministre de la Culture, Célestin Akoulafoua, a exhorté les participants à cette réunion à faire en sorte que, progressivement, toutes les régions du continent soient représentées et que les textes organiques y relatifs soient entérinés.

Au cours de cette réunion, il sera question d'adopter à moyen terme le programme d'activités 2015-2020 du CAM et également la mise en œuvre du programme qui a été adopté pour cette année. Il s'agira aussi de jeter un regard



La photo de famille

sur les programmes spécifiques, notamment la tribune des musiques africaines qui en est à sa

11^e session. « Nous parlerons du premier forum panafricain de musique en 2016 à Abidjan,

après avoir adopté de nouvelles candidatures au-delà des vingt structures nationales déjà en

place ». a précisé le président du CAM, Mbuyamba Lupwichi.

Sijla Fischer, secrétaire général du Conseil international de la musique (CIM), a reconnu que la création des conseils régionaux de musique à travers le monde répondait de manière plus ciblée aux besoins et aux attentes de ses membres. « C'est une partie très importante de la structure du CIM. En tant que groupes régionaux, ils rassemblent tous les membres du CIM dans une région donnée. Les conseils régionaux de la musique aident au développement d'un programme régional du CIM », a expliqué Sijla Fischer.

Créé en 2007 à Brazzaville, qui abrite son siège officiel, le Conseil africain de la musique est le deuxième conseil régional du CIM à avoir franchi le pas de la structure informelle vers une structure formelle.

Hermione Désirée Ngoma

CENTENAIRE DE LA GUERRE 14-18 EN FRANCE

Rhode Bath-Schéba Makoumbou retenue parmi les 45 peintres

« Jaurès : Maudite soit la guerre » est le thème de l'exposition à laquelle prendra part, en France, du 1 au 29 août, Rhode Bath-Schéba Makoumbou, avec sa peinture intitulée Espoir pour la paix. L'artiste congolaise exposera avec 45 autres peintres dans le cadre de cette exposition collective. Rassembler des artistes dans une exposition intitulée « Jaurès : Maudite soit la guerre » fait partie d'un projet porté depuis le début de l'année 2013, par la ville de Méricourt, le bourg de Gentioux-Pigerolles et l'Atelier international des artistes plasticiens. « De nombreux partenaires institutionnels et privés concourent à cette initiative en nous aidant financièrement. Cette entreprise originale, nommée "Maudite soit la guerre" s'appuyant sur le centenaire de la guerre 14-18 se veut plus qu'une simple commémoration et dénonce l'absurdité de la guerre en général et la folie meurtrière de ceux qui en sont à l'origine », indiquent les organisateurs.

L'exposition se tiendra dans deux départements français :
- du 1 au 29 août 2014. Horaire : de 15h à 19h. Vernissage le jeudi 31 juillet à 18h dans la salle de la mairie/école - 23340 Gentioux (Dép. de la Creuse) ;

- du 4 septembre au 26 octobre 2014. Vernissage le samedi 20 septembre à 11h. Espace culturel « La gare » et centre Max-Pol-Fouchet - 62320 Méricourt (Dép. du Pas-de-Calais).

Hermione Désirée Ngoma

FAIRE PART



Bintou Bardèche Diatelo et Jean Brice Moukouri ont le grand plaisir de porter à la connaissance du grand public qu'ils se marient coutumièrement ce samedi 2 août 2014 à partir de 12h00 au n° 189 rue Révolution à Mpila (vers la résidence du général Ndengué).

Bon mariage à Bintou et Jean Brice !

Pas de crédit ?
Garde le **SOURIRE** avec

WARID
SO-V-NGA

Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

VENTE PUBLIQUE

L'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique porte à la connaissance du public qu'elle organise une vente aux enchères le samedi 02 Août 2014 dans l'enceinte de son entrepôt sis, rue Léon Jacob en face de la société Afric à Mpila. La vente commencera à 9h00.

Les biens suivants seront mis en vente:

- Mobilier de résidence
- Appareils électroménagers
- Matériel informatique
- Appareils électroniques
- Véhicule Jeep Liberty y compris les pièces de rechange
- Bateau (Canon Rapide) avec remorque
- Elévateur (Hyster) de marque Komatsu
- Groupes Electrogènes, 30kva
- Tentes
- Conteneurs vides
- Divers

Toutes les personnes intéressées sont priées de se rendre au lieu indiqué ci-dessus, le Jeudi 30/07/2014 et Vendredi 01/08/2014 de 9H00 à 16H pour visiter les lots et prendre connaissance des conditions de vente.

N.B. Tous les participants devront passer par le contrôle de sécurité pour avoir accès au lieu de la vente

Mode de paiement: EN ESPECES SUR PLACE!!!
SOYEZ LES BIENVENUS

IN MEMORIAM



Le temps qui passe ne peut effacer ni la douleur, ni le souvenir d'un être cher. 1^{er} août 2013- 1^{er} août 2014, voici un (1) an jour pour jour que Madame Eboulabeka née Passy Nguouanga Nadège nous a quittée. Nous prions tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour elle. Mr Oko Obondzo Pacôme agent des dépêches de Brazzaville, veuf Eboulabeka et enfants ne t'oublieront jamais. Que ton âme repose en paix.

28 juillet 2012 – 28 juillet 2014, deux ans déjà que Jérémie Germain Ganga a été rappelé à Dieu.

Les enfants Ganga et la veuve prient parent, amis et connaissances d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.

Une messe d'action de grâce sera dite le 3 août à Brazzaville en l'église Jésus ressuscité et à Pointe-Noire en l'église Kisito, à 6h00.



SPECIALE FORMATION INFORMATIQUE

Bénéficiez de toutes nos formations

+ 1 mois d'assistance gratuite⁽¹⁾

Formation
100% Pratique

• Initiation
• Avancé

Choisissez votre lieu de formation

- formation à domicile
- en entreprise
- Centre KD

- Initiation à la Bureautique
• Word • Excel • PowerPoint • Publisher
- Fonctions avancées • Excel^{New}
- Outlook (mails, contact, calendrier et agenda)^{New}
- Base de données • Access
- Gestion • Ciel Compta • Ciel
• Paye • Ciel gestion commerciale
- Ciel Compta niv2 (Immobilisation, Trésorerie prévisionnelle, Compta analytique, Tableaux de bord)^{New}
- Infographie • Retouche d'image avec Adobe Photoshop
- Initiation à l'Internet
- Formation aux réseaux
- Maintenance informatique
- Synchroniser + partager données avec smartphone et PC^{New}
- Comment configurer la sécurité AV réseau • Symantec Endpoint^{New}
- Configuration d'un moteur SMS^{New}
- Administration d'un autocom IP^{New}

(1) Offre soumise à condition



Bzv 04 475 88 41 / 06 668 90 11
Kin +243899320131

849, Rue Voula Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr

NÉCROLOGIE

Armelle Mounzé, agent des Dépêches, la présidente des Assemblées de Dieu de pentecôte, maman pasteur prophétesse Marie Josée Demba Lounguila, informe tous les pentecotistes du décès du pasteur Marius Boniface Modowe, président de l'église de Ouessou, décédé le mardi 29 juillet. L'inhumation à lieu, ce vendredi 31 juillet à Ouessou.

« il a combattu le bon combat, il a achevé la course, il a gardé la foi. Désormais la couronne de justice lui est réservée ». « c'est dans la foi qu'ils sont morts, sans avoir obtenu les choses promises ; mais ils les ont vues et saluées de loin, reconnaissant qu'ils étaient étrangers et voyageurs sur terre ».



BASKETBALL

Inter club remporte le championnat de Brazzaville

Les militaires seniors hommes de l'Inter ont vaincu les Diablotins en finale 57 à 46.

« Les Diables noirs nous ont souvent battus à cette étape de la compétition. Aujourd'hui, nous avons fait de notre mieux pour que la victoire soit dans notre camp », a expliqué l'entraîneur de l'Inter club, Benjamin Bouzanga, répondant aux questions de la presse après la finale. Pour les basketteurs de l'Inter club, cette victoire est donc une revanche face à une équipe de Diables noirs qui les a privés du titre de champion départemental de Brazzaville à trois reprises. Alors qu'au championnat national, ce sont les militaires de l'Inter qui font souvent la loi.

Pour la finale du championnat départemental, les Diablotins ont abordé la rencontre en dominant. Dans les premières minutes du premier carton, les Noir-et-Jaune étaient maîtres du jeu bien avant que les basketteurs de l'Inter ne renversent la vapeur en emportant la partie 13 contre 9. Le deuxième carton a souri aux Diables noirs : 13 à 9 en leur faveur. À la pause, Inter club menait donc 22 à 20. De retour des vestiaires, Inter club n'a plus lâché prise, contraignant son adversaire à la défaite. Finalement, les militaires l'ont emporté 57 à 46. Une moyenne de buts jugée contre-performante par certains techniciens interrogés à ce sujet. Autant dire que les résultats



Une phase de jeu de la finale

obtenus ne sont pas ceux escomptés. Revenant sur la défaite de son équipe, l'entraîneur de Diables noirs a, quant à lui, expliqué que ses joueurs avaient manqué d'adresse sur quelques as-

pects techniques. « Ils ont fait beaucoup de passes à l'adversaire à la deuxième mi-temps. Et c'est ce qui nous a coûté cher », a-t-il dit.

Les Diables noirs devront surpasser

cette défaite, se remettre au travail car la coupe de la ville pointe à l'horizon. Le championnat national aussi. Inter club, de son côté, doit éviter tout relâchement après ce sacre car le cham-

pinat ne sera pas une formalité mais une bataille avec des adversaires de taille. Et surtout, il faudra faire bonne figure à la coupe de la ville.

Rominique Nerplat Makaya

AMC Telecom

Internet à partir de
9.000 FCFA

Avec **mobi** de AMC Télécom

Nouveaux Produits

Nouvelles Satisfactions

Brazzaville: Av. Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, Rép. du Congo
Pointe-Noire: Av. Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), Rép. du Congo
 Téléphones : 00242 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81
 Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com

PRÉLIMINAIRE DE LA CAN

Les Diables rouges en route pour Kigali

Les Diables rouges défendront leur avance de buts acquise à domicile, le 2 août à Kigali, face aux Amavubi du Rwanda dans le cadre de la manche retour du dernier tour des préliminaires de la Coupe d'Afrique des nations de football.

Le Onze national a quitté Pointe-Noire le 31 juillet avec l'ossature qui a disputé le match aller, excepté Arnold Bouka Moutou et Franci Litsingi retenus par leur club. À la place de Bouka Moutou, Claude Le Roy n'aura pas de souci, car Davy Dimitri Magnokélé Bissiki va récupérer sa place de titulaire. Litsingi sera remplacé par Thievy Bifouma, à qui la FIFA vient à peine de délivrer l'autorisation de jouer pour le Congo. Ce joueur rejoint le groupe ce mercredi en compagnie des deux autres joueurs, le capitaine Delvin Ndinga et Maël Lépicier. Prince Oniangué, Ladislav Douniama, Francis Ganga et Igor Nganga ne feront pas le déplacement de Kigali. Notons qu'en cas de bon résultat (victoire, nul ou courte défaite avec but), les Diables rouges seront logés dans le groupe A des éliminatoires de la CAN en compagnie du Nigeria, de l'Afrique du Sud et du Soudan.

Les réserves portées par les Congolais sur le numéro 11 rwandais

Notons que les Diables rouges l'avaient emporté à l'aller 2-0 au complexe sportif de Pointe-Noire. Juste avant le coup d'envoi du match, les Congolais avaient formulé des réserves sur le numéro 11, le Rwandais Birori Dady. « Par la présente, nous venons confirmer les réserves portées sur la feuille du match Congo-Rwanda, le 20 juillet à

Pointe-Noire, au sujet de la qualification du joueur Birori Dady, dossard numéro 11, né 12 décembre 1986 à Kinshasa », a écrit le secrétaire général de la Fécofoot à son homologue de la CAF. Il a ajouté : « Il nous revient en effet que le même joueur, de son vrai nom Agiti Taddy Etekiama, évolue dans le championnat national de la RD-Congo au sein de l'AS V.Club de Kinshasa où il est censé être né le 13 décembre 1990 et porte le dossard numéro 25 lors des matchs de V. Club en Ligue des champions de la CAF. » Le secrétaire général de la Fécofoot souligne que ce joueur aurait été détenteur de deux passeports pour deux compétitions de la CAF avant de solliciter la présence des deux joueurs prétendument différents au siège de la CAF pour une confrontation aux frais de la Fédération congolaise de football, en application de l'article 37.4 du règlement de la compétition.

La liste des Congolais à Kigali :

1-Massa Mohikola Chansel ; 2-Mafoumbi Christoffer Henri ; 3-Ndzila Pavelh ; 4- Magnokélé Bissiki Dimitri Davy ; 5- Baudry Marvin Tony ; 6- Moubhio NGounga Boris Tilton ; 7- Lépicier Maël Franck ; 8- Itoua Mamic Grâce Miguel ; 9-Babele Sagesse ; 10-Gandze Césaire ; 11-NGuessi Ondama Fabrice ; 12-Boukama Kaya Julsy ; 13-Ndinga Delvin Chanel ; 14-Makiesse Mouzita Junior ; 15-Doré Ferebory ; 16-Ganvoula MBoussy Silvère ; 17-Nkolo Edgo Lorry ; 18-Binguila Hardy ; 19-Bifouma Koulossa Thievy Guivane ; 20-Mokouka Siang Noël Christ ; 21- Lakolo Herman Preston.

James Golden Eloué

INTERVIEW

Désiré Moanda Moanda : « Notre Église Tuka Kongo Benina ne s'oppose pas à la vaccination »

Qualifiée d'Église spécifique parce qu'elle s'oppose à la vaccination des enfants, Tuka Kongo Benina, l'une des branches des Églises de noirs à Boma dans la province du Bas-Congo, est contre cette allégation. À en croire le président de la liturgie de cette Église des noirs, Désiré Moanda Moanda, Tuka Kongo Benina ne s'oppose pas à la vaccination. Pour le prouver, il est inscrit parmi les vaccinateurs et a emmené ses deux enfants pour les faire vacciner par la maire de la ville de Boma, Marie-Josée Niongo, lors du lancement de la campagne de vaccination contre la polio et la rougeole. Dans un entretien accordé aux Dépêches de Brazzaville, Désiré Moanda Moanda appelle ses frères et sœurs de l'Église à lui emboîter le pas.

Dépêches de Brazzaville : Votre communauté s'opposait à la vaccination et aujourd'hui vous avez changé d'avis, quelles en sont les raisons ?

Désiré Moanda Moanda : C'est archifaux. Je crois que l'information n'est pas bien arrivée à la population. Ce qui est vrai est que depuis le début de notre association, nous avons un an et demi,

depuis lors, nous acceptons la vaccination bien que nous soyons une branche des Églises de noirs. Chaque fois que nous prions, nous avons un principe qui parle du respect de l'État et nous ne cessons jamais de dire à nos fidèles de suivre ce que l'État nous exige et nous demande. Dire que nous nous opposons à la vaccination, c'est faux. Nous acceptons la vaccination. Nous avons fait une ronde quelque part pour consulter nos frères avant la campagne, nous avons échangé avec eux. Nous leur avons démontré l'importance de la vaccination. Malgré leur résistance, ils ont fini par libérer leurs enfants pour qu'ils soient vaccinés. Je crois aujourd'hui qu'il n'y a plus de problème comme tel.

DDB : Vous participez aux campagnes de vaccination de masse, donc vous acceptez aussi que vos enfants prennent des soins médicaux ?

DMM : Oui. Dernièrement j'étais appelé quelque part pour représenter l'Église dans le cadre de la vaccination. J'étais parmi les vaccinateurs, nous sommes allés dans les ménages de nos fideles partout où il y avait de résistance. Comme ils me connaissent, ils acceptent de faire vacciner les



Un enfant se fait vacciner contre la rougeole dans un des sites fixes

enfants sans problème. Les fidèles ont confiance en moi. Ils ne doutent pas de ce que je leur dit, tous nous acceptons la vaccination. Personnellement j'étais impliqué dans cette campagne et j'étais aussi vaccinateur. Il n'y a pas de doute, depuis l'implantation de notre Église, nous acceptons la vaccination.

DDB : Quel message adresserez-vous aux autres Églises spécifiques qui refusent la vaccination ?

DMM : La santé n'a pas de prix, dit-on. Je demande à nos frères et sœurs des autres Églises de noirs d'accepter la vaccination. La vaccination est gratuite. Si un enfant tombe aujourd'hui malade, on va beaucoup dépenser à l'hôpital pour des soins médicaux. C'est pourquoi j'invite nos frères et sœurs qui continuent à s'opposer à la vaccination de leurs enfants de savoir que la santé n'a pas de prix. Ils doivent donc les faire vacciner. D'ailleurs il y a beaucoup d'Églises spécifiques qui nous accompagnent dans la vaccination.

Aline Nzuzi

COOPÉRATION RDC-UNICEF

Évaluation des activités du premier semestre 2014

Tous les acteurs impliqués dans ce programme au niveau provincial et national vont apprécier les progrès réalisés sur la situation des femmes et des enfants, en faisant ressortir les forces et les faiblesses des activités réalisées.

Ministères, ONG et programmes impliqués dans le programme de coopération entre la RDC et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) se réunissent du 28 au 31 juillet dans la salle de conférence du PNLS pour évaluer les activités réalisées au premier semestre 2014.

Les différents partenaires concernés dans ce programme aussi vont faire le bilan de nouvelles informations sur la situation des enfants et des femmes au regard des résultats préliminaires de l'enquête démographique et de santé 2013, des résultats préliminaires des rapports d'État des systèmes d'éducation nationaux, des données de routine et l'examen des implications qui en découlent,

etc. Finalement, les participants à cette revue vont proposer de nouvelles cibles spécifiques par province pour 2015 pour tous les produits tenant compte des cibles 2017 déjà existantes.

En effet, les participants vont remplir les rapports semestriels de progrès de ce programme, fournir un résumé analytique sur le statut de chaque résultat poursuivi et enfin identifier et analyser les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces au cours de la période, en tenant compte des données disponibles. Ces évaluations vont se faire par programme, notamment l'éducation primaire de qualité pour tous, la gouvernance pour la protection des enfants, la survie des enfants et l'environnement favorables aux droits des enfants. Au final, il vont proposer de nouvelles cibles spécifiques par province pour 2015 pour tous les produits, en tenant compte des cibles 2017 déjà existantes, vu que les PTR (Plans de travaux roulants) 2013-2014 vont rouler en PTR 2014-2015.

G.O.T.

AUTONOMISATION

Un appel à l'amélioration des services bancaires pour les femmes

Les participants au 3^e sommet sur l'autonomisation des femmes africaines appellent les gouvernements africains à rendre la propriété des terres plus accessibles aux femmes.

Du 24 au 26 juillet, à Lusaka en Zambie, la rencontre des acteurs-clés du secteur financier du continent et des leaders internationaux influents a vécu. Le 3^e sommet sur l'autonomisation économique des femmes africaines a permis aux participants d'examiner comment donner aux femmes une place centrale dans le programme africain de développement économique et de financement pour permettre au continent africain de réaliser son potentiel, rapporte un communiqué de la BAD.

Co-organisée par New Faces, New Voices et la Banque africaine de développement (BAD), cette rencontre qui avait pour thème " Femmes africaines : réaliser le potentiel économique de l'Afrique " est une initiative qui réunit l'Organisation internationale du travail et les leaders africains susceptibles d'amener les chan-

gements nécessaires pour accélérer le progrès économique des femmes africaines et augmenter leur inclusion dans le secteur des finances et des affaires.

Fondatrice de new Faces, New Voices, Graça Machel a estimé qu'il faut réclamer le droit pour les femmes de posséder leurs propres terres de façon à ce qu'elles puissent contribuer efficacement au développement économique de leur pays. « Les femmes ont le potentiel nécessaire pour transformer non seulement leur propre statut économique, mais aussi celui des communautés et des pays dans lesquels elles vivent. Et pourtant, le plus souvent, les femmes voient leur contribution économique ignorée, leur travail sous-évalué et leurs talents inexploités », a-t-elle déclaré.

Conseillère spéciale de la présidence de l'Union africaine sur l'autonomisation économique et la participation politique des femmes, Rose Mwebaza a invité les gouvernements à augmenter les crédits budgétaires alloués aux programmes aidant les femmes à

posséder des terres. « Les gouvernements africains devront mettre en place une stratégie efficace qui soutient les femmes sur le plan économique et leur permet également de posséder des terres. Il faut que les femmes acquièrent des terres pour pouvoir créer de la richesse et aider leur famille à sortir de l'extrême pauvreté », indique-t-elle.

Cette rencontre était donc une opportunité pour les participants de lancer fermement une invitation à l'endroit des banques centrales africaines pour qu'elles mettent en place une politique obligeant les banques commerciales à baisser le taux d'intérêt des prêts accordés aux femmes. Aussi ont-ils soutenu que les banques centrales prônent l'amélioration de l'inclusion financière et de l'alphabétisation financière des femmes africaines. Il ressort clairement que les banques centrales africaines devront donc s'investir dans l'amélioration des services bancaires pour les femmes et à éliminer les obstacles qui les empêchent d'accéder au financement.

Gypsie Oïssa Tambwe

MÉDIAS

FFJ suit de près la comparution de deux journalistes devant les parquets du pays

L'ONG s'apprête à faire bénéficier de son assistance judiciaire gratuite à ces deux professionnels de médias parce que les faits pour lesquels ils sont poursuivis rentrent dans le cadre de l'exercice de leur profession.

L'association de défense et de promotion de la liberté de la presse, Freedom for journalist (FFJ), affirme suivre de très près la comparution, le 30 juillet, devant le Parquet de grande instance (PGI) de Kinshasa, d'Eliezer Ntambwe, journaliste et producteur de l'émission «*Tokomi wapi ?*» diffusée sur Canal Kin Télévision, ainsi que la situation de Rebecca Blandine Ntumba, journaliste à la Radio Télé Matadi (RTM), une station émettant à Matadi, dans le Bas-Congo, entendue, le 28 juillet par le PGI de Matadi.

FFJ se dit, le 30 juillet, prête à faire bénéficier de son assistance judiciaire gratuite à ces journalistes parce que les faits pour lesquels ils sont poursuivis rentrent dans le cadre de leur travail. «*Les deux journalistes devront bénéficier de l'assistance judiciaire gratuite de FFJ parce que les faits pour lesquels ils sont pour-*



Le directeur de FFJ, Désiré-Israël Kazadi/Photo Adiac

suivis rentrent dans le cadre de leur travail. Nous sommes en contact avec Me Phillipe Kabeya, le conseil de Ntumba et nous

*pensons que le dossier sera immédiatement classé parce que le fait lui-même pour lequel elle fait l'objet de poursuites n'a pas de consistance, à notre avis », a expliqué le directeur exécutif de FFJ, Désiré-Israël Kazadi. Pour ce dernier, ce sont plus les menaces de l'autre partie à l'endroit de la journaliste Ntumba qui font penser que les mêmes qui ont saisi la justice recourent aussi à des actes d'intimidations parce qu'ils détiennent la puissance publique. La justice reproche à Ntumba des propos tenus par son invité au cours de l'émission «*Invité de la rédaction*», un magazine politique diffusé le 21 juillet. L'invité, le député national Fabrice Puela, avait critiqué la gestion financière et administrative de la province. «*Je crains présentement pour ma sécurité parce que je ne sais pas ce que je peux faire. Je m'étais éclipse pour être à l'abri des menaces*», a déclaré Ntumba contactée par le correspondant local de FFJ dans la province.*

Pour Désiré-Israël Kazadi, la personne à poursuivre dans cette affaire serait l'invité, auteur des propos jugés discourtois et non la journaliste. «*Nous demandons au gouverneur d'assurer la sé-*

curité de la journaliste quand bien même il reste partie dans la procédure puisque tout ce qui pourrait arriver de fâcheux à la journaliste serait de sa pleine et entière responsabilité », a déclaré le directeur de FFJ.

De son côté, Eliezer Ntambwe a indiqué à FFJ que la convocation qui lui est parvenue par le porteur n'indique nulle part le motif pour lequel il est invité devant un magistrat.

«*Je reconnais cependant avoir réalisé un reportage sur une noyade survenue dans une piscine érigée dans une parcelle à Limete et dont le propriétaire de la résidence avait contesté les faits et envoyé un droit de réponse en m'exigeant de coproduire une émission avec sa chargée de communication en vue de démentir les faits allégués. Mais celle-ci, tout au long de l'émission n'a su apporter la moindre preuve qui pouvait contredire les faits présentés auparavant par nous. Mais je tiens à préciser qu'avant cette convocation, j'ai reçu des menaces anonymes au téléphone », a déclaré le journaliste à FFJ.*

Lucien Dianzenza

TENTATIVE D'INFILTRATION DU CAMP MILITAIRE TSHATSHI

Le gouvernement appelé à éclairer l'opinion publique

Pour la Voix des sans-voix pour les droits de l'Homme (VSV), la récurrence des attaques des sites stratégiques du pays suscite des interrogations sur leurs auteurs et complices qui n'ont manifestement aucune considération vis-à-vis de la population dont on ne peut impunément troubler la quiétude et mettre régulièrement la sécurité en danger.

Le point de presse tenu, le 30 juillet, dans la salle Fidèle Bazana au siège de la VSV a permis à cette ONG de manifester ses inquiétudes et sa crainte face à la récurrence des attaques de certains sites stratégiques de la République. «*Notre conférence de presse constitue une sonnette d'alarme parce que le 30 décembre 2013, c'était des attaques contre la Radiotélévision nationale congolaise et d'autres sites à travers le territoire national et, le 22 juillet, c'est le camp colonel Tshatshi qui est attaqué », a expliqué le directeur exécutif de la VSV, Dolly Ibefo. À en croire le communiqué lu par le premier directeur exécutif adjoint de cette ONG, Rostin Manketa Nkuahata, «*les craintes et inquiétudes de la VSV sont d'autant plus grandes que les morts et blessés graves ne sont pas seulement enregistrés**



Rostin Manketa et Laurette Misenga, de la VSV/Photo Adiac

*du côté des assaillants mais également du côté de l'armée ainsi que du côté des paisibles citoyens, violant ainsi le droit à la vie, à l'intégrité physique et à la sécurité reconnu à toute personne humaine ». «*Il y a beaucoup de préoccupations humanitaires », a expliqué Rostin Manketa.**

Des hypothèses en l'absence de la vraie information

La VSV a noté qu'il y a beaucoup

d'hypothèses qui sont émises, comme il en a toujours été le cas, en l'absence de la vraie information. Pendant que les uns parlent, selon cette association, d'une mise en scène des autorités en vue de dissuader quiconque s'aventurerait à s'attaquer aux institutions de la République, les autres évoquent des montages visant à distraire l'opinion et de tourner son attention vers des objectifs qui sont loin de la gestion du pays,

d'autres encore voient à ces actes des vraies attaques des personnes cherchant à déstabiliser le pays. Mais, pour l'ONG, qui a émis des doutes sur toutes les versions qui courent les rues, le gouvernement devra faire diligenter une enquête réellement indépendante afin de faire la lumière sur cette affaire, en vue d'en établir les responsabilités et de sanctionner les auteurs et commanditaires. La VSV a éga-

lement plaidé pour le respect du droit de la population à l'information surtout lorsqu'une situation grave menace la vie et la sécurité des personnes pour le cas échéant rendre publiques les identités des assaillants et leurs motivations. L'ONG a également recommandé au gouvernement, de prendre les dispositions utiles visant à mettre un terme à la récurrence des attaques et autres infiltrations des sites stratégiques du pays, en délocalisant les camps militaires et casernes loin des quartiers populaires ainsi que la réparation des préjudices subis par les victimes militaires et autres paisibles citoyens et/ou leurs proches.

Par ailleurs, la VSV motive ses doutes par la manière d'opérer des dits assaillants (leur nombre et des armes qu'ils possédaient). «*Qu'il s'agisse d'un montage ou d'une attaque réelle, il y a eu mort d'hommes et extorsion de biens ainsi que des atteintes aux droits de la personne humaine et à la circulation des personnes et des leurs biens. Cela nous préoccupent autant que défenseurs des droits de l'Homme », a expliqué le premier directeur exécutif adjoint de la VSV, qui a promis de continuer à «*creuser* » afin d'obtenir des informations permettant à cette ONG de constituer sa version des faits.*

L.D.

MÉDIA

« Univers FM » prend place dans le microcosme radiophonique de Kinshasa

Les auditeurs de Kinshasa, de Brazzaville et de la province du Bas-Congo suivent depuis trois mois Univers FM, une jeune radio musicale, sportive et événementielle congolaise émettant à partir de Kinshasa sur la fréquence 94.7 en offre linéaire, et sur www.universfm.org en offre non linéaire (streaming live de l'antenne sur Internet, puis sur les applications mobile live).

« Cette radio est le fruit des économies de plusieurs années », confie modestement le directeur général de cet organe de presse, Patient Ligodi, un ancien de la radio Top-Congo FM. Un mois et demi après son lancement, Univers FM dévoilait déjà, le 11 juin, sa programmation et son nouvel habillage d'antenne pour la saison 2014. Son format musical cible des auditeurs et internautes compris dans la tranche 13 à 35 ans, avec des hits et des tubes congolais, africains et internationaux.

« La playlist d'Univers FM s'articule sur cinq genres musicaux majeurs prisés par les mélomanes congolais (Zouk, Afropop, Rap-Rnb, Rumba et Ndombolo,) et propose ainsi un format radiophonique aussi unique que diversifié », fait-on savoir. Il est donc question de séduire, étonner, accrocher et, surtout, divertir sagement, avec un format majeur allant par exemple de Fally Ipupa à Pharrell Williams, en passant par Oliverman, John Legend, Magic System, Ferré Gola, Maître Gims, Youssoupha, Cin-

dy le Coeur, P-Square, Dahmu manero, Rihanna, David Getta, Le Karmapa, Justin Timberlake, Katy Perry, Davido, Koffi Olomidé, etc.

Le programme comprend aussi des animations, des jeux et des informations culturelles et pratiques. Spécialisée dans la communication événementielle, Univers FM accorde un soin particulier à son habillage d'antenne avec des productions professionnelles réalisées par la très réputée firme canadienne « Reezom » ; aussi diffuse-t-on sur son antenne des liners parlés et chantés, des me-



La radio événementielle Univers FM

dleys et autres powers. Le DG Patient Ligodi précise, par ailleurs, que « Univers FM diffuse 48 minutes de temps de publicité classique avec indicatif sonore publicitaire entre 6H et 22H toutes les 57 minutes. Chaque écran publicitaire ne peut excéder 3 minutes ». Et il continue : « Univers FM propose également une belle offre

aux grandes marques qui ne souhaitent pas partager le même écran publicitaire avec les autres annonceurs. Cette offre permet de diffuser en douceur des spots ou messages publicitaires à la suite d'un titre à succès. Cette technique permet de limiter le taux de zapping et de maximiser l'intérêt des auditeurs »

Positionnée comme première radio événementielle de Kinshasa, Univers FM s'est donné les moyens d'assurer les meilleures couvertures et retransmissions en direct des grands événements culturels et sportifs du pays. À

ce titre, Patient Ligodi et toute son équipe d'Univers FM ont diffusé, en exclusivité mondiale, en direct et intégralité, le concert-événement de 20 ans de carrière de l'icône de la musique congolaise Lokua Kanza et du festival international Jazzkiff en mai dernier à Kinshasa.

Martin Engimo

CRÉDIT À L'INVESTISSEMENT

2 milliards de dollars US chaque année pour l'agro-business africain

Il s'agit d'une projection annuelle minimaliste étalée sur une période de quatre ans, soit d'ici 2018, de la Société financière internationale (IFC/SFI), une agence de la Banque mondiale (BM) spécialisée dans les crédits à long terme et de participation ainsi que l'assistance technique.

Pour SFI, l'agrobusiness permet à l'Afrique d'augmenter sa capacité à relever certains défis dont celui de la sécurité alimentaire. Il existe en fait le plus gros potentiel qui peut être efficacement mis à contribution au bénéfice de l'ensemble du continent. En chiffres, les experts de la SFI présentent le secteur comme une industrie d'avenir avec une valeur croissante estimée à environ 1000 milliards de dollars US rien qu'en Afrique subsaharienne d'ici 2030. Mieux, dans les années à venir, l'agriculture africaine devrait représenter jusqu'à la moitié du PIB du continent, et elle emploiera 60% de la population active de la région. Pour rappel, l'agro-business est l'ensemble des activités économiques liées à la filière agricole dans les secteurs industriels, commerciaux et financiers. En RDC, l'on a appris récemment l'octroi de 18 millions de dollars US à un producteur de maïs associé à un minotier. Ce sont le groupe Terra et l'African Milling Company Congo (AMCC) qui ont bénéficié de ce financement de la SFI. Selon les précisions fournies par l'Agence Ecofin, Terra dispose d'une concession d'exploitation agricole de 10 000 hectares de maïs. La société a décidé de la mettre à contribution en s'associant au minotier AMCC. Dans un communiqué, SFI a précisé l'objectif recherché par le prêt qui est de développer l'exploitation agricole et la minoterie. À cet effet, les résultats attendus sont le passage de l'exploitation du maïs de 1 500 à 5 000 hectares d'ici trois ans. Quant à la farine de manioc, le cap est fixé vers les 100 000 tonnes. L'on attend également trois cents emplois supplémentaires et un meilleur positionnement de ces deux sociétés sur le marché de la farine de maïs en RDC.

Laurent Essolomwa

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

LIGUE DES CHAMPIONS

Paulo Campos viré après la défaite d'Al Hilal face à V.Club

Les dirigeants d'Al Hilal ont décidé de mettre fin au contrat du technicien brésilien après ses vives protestations contre le pénalty accordé à V.Club lors du match de la 4^e journée des quarts de finale de la Ligue des champions contre le club soudanais.

L'entraîneur brésilien d'Al Hilal Omdurman, Paulo Campos, a été démis de ses fonctions par les dirigeants du club de Khartoum. Ceux-ci n'ont pas apprécié les protestations du technicien brésilien contre le pénalty accordé à l'AS V.Club dans les ultimes minutes du match par l'arbitre du match du reste remporté par les Dauphins Noirs de Kinshasa par deux buts à un. Les deux clubs ont croisé le fer le 27 juillet à Kinshasa en quatrième journée du groupe A des quarts de finale de la Ligue des champions de la CAF. Une forte tension a régné à la fin de la partie après le deuxième but victorieux d'Etekiama sur pénalty à la dernière minute des temps additionnels (90+5'). L'entraîneur Paulo Campos a sans ménagement pénétré sur l'aire de jeu



Paulo Campos sur l'aire de jeu du stade Tata-Raphaël de Kinshasa proteste auprès de l'arbitre (photo Radiookapi.net)

protestant directement auprès de l'arbitre kenyan à propos de la fin du temps additionnels. Et à sa suite, les joueurs d'Al Hilal se sont rués sur l'arbitre qui a failli être lynché à la fin du match n'ayant la

vie sauve que grâce aux éléments de la police commis à la sécurité des officiels au stade. Les dirigeants d'Al Hilal ont exprimé leur désapprobation par rapport à ce comportement, et ils ont résilié le

contrat qui liait le technicien brésilien au club d'Omdurman. Dans le communiqué publié à ce sujet, signé par le secrétaire général du club, Emad Al-Tayeb, et relayé par africatosports.com, ils

déclarent : « Nous avons mis un terme au contrat de l'entraîneur Campos, avec effet immédiat. L'entraîneur se doit d'être un instructeur et doit avoir un comportement irréprochable. Il ne l'a pas fait et a conduit ses joueurs à agresser l'arbitre. Ce comportement peut avoir de graves conséquences pour le club et c'est pourquoi nous avons mis un terme à son contrat. Son adjoint, Al-Tag Mahgoub, sera en charge de l'équipe lors du prochain match contre le TP Mazembe ».

Même si Al Hilal a mis fin au bail du coach Paulo Campos, le club soudanais maintient sa plainte déposée à la Confédération africaine de football (CAF) contre l'arbitre kenyan du match, qui selon les dirigeants du club soudanais, ne devrait pas accorder ce pénalty « au-delà du temps additionnel ». Cette défaite a donc été mal ressentie à Khartoum dont le club est maintenant troisième au classement du groupe avec quatre points, à trois longueurs des leaders du groupe, l'AS V.Club et le TP Mazembe (sept points).

Martin Engimo

PARUTION

Un guide pratique de « l'orientation scolaire et professionnelle en RD Congo »

Dans cet ouvrage de 204 pages, le Pr Patrick Wenda T. Tshilumba propose des éléments de réponse sur la manière dont il convient de procéder pour choisir une profession et une filière d'études dans l'enseignement.

Le sujet abordé par le spécialiste en orientation scolaire et professionnelle ainsi qu'en philosophie de l'éducation est bien cruciale. La question est d'autant plus fondamentale que fort de son expérience de terrain, considérant le taux de décrochages, redoublements et échecs scolaires enregistré au fil des ans, l'auteur en conclut que « le manque de services d'orientation scolaire met en difficulté l'enseignement en RD Congo ».

Bien d'avis qu'« il faut alors trouver un autre moyen d'aider les candidats à choisir une filière d'études », Patrick Wenda T. Tshilumba se pose néanmoins une question : « Selon quels critères ? ». Et ce n'est pas la seule interrogation qu'il se soumet car, celle-ci lui en impose une autre non moins importante, à savoir « Comment aborder la question de la professionnalisation ? ». C'est ici que le secrétaire de la

cellule de consultation et d'orientation de l'université de Kisangani « se propose de constituer un inventaire synthétique, offrant non seulement un descriptif complet de la totalité des filières et de leurs débouchés, mais aussi une série de conseils pour mieux appréhender le choix de l'orientation », nous renseigne la quatrième de couverture. L'auteur a dès lors fait en sorte que les étudiants ne soient pas les seuls à y puiser de la matière.

En effet, l'orientation scolaire et professionnelle en RD Congo de Patrick Wenda se veut un ouvrage digne d'intérêt pour plusieurs, mieux un véritable guide pratique également pour « les parents, les administrateurs, les inspecteurs, les gestionnaires, les enseignants et les professionnels de l'orientation ».

Bref, dans les pages du livre, il y a bien de quoi contenter tous ceux qui se trouvent confrontés à une multitude de voies. La parution de L'Harmattan leur offre « des éléments de réponse à une question fondamentale ». Celle qui consiste, nous fait savoir l'éditeur, à savoir « Comment choisir une profession et une filière d'études dans l'enseignement en RD Congo ? ».

Nioni Masela

LIGUE DES CHAMPIONS-QUARTS DE FINALE

Mazembe accroche Zamalek à Alexandrie

La quatrième journée de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique a été une bonne opération pour les clubs de la RDC logés dans le groupe A, notamment TP Mazembe de Lubumbashi et AS V.Club de Kinshasa.

Après la précieuse victoire de V.Club sur Al Hilal du Soudan le 27 juillet au stade Tata-Raphaël de Kinshasa par deux buts à un, le TP Mazembe de Lubumbashi a réussi, le même dimanche dans la soirée à Alexandrie en Égypte, à garder sa cage inviolée lors de sa confrontation avec Zamalek du Caire. Les Corbeaux du Katanga

doivent ce résultat surtout à leur gardien de but Robert Kidiaba qui était dans son grand jour, jusqu'à stopper un pénalty à la 18^e minute de Mohamed Zakaria. Pour ce match, le coach français de Mazembe, Patrice Carteron a donc fait confiance à Robert Kidiaba dans les perches. Jean Kasusula, le Malien Coulibaly, Joël Kimwaki, et le Ghanéen Frimpong formaient la défense noir et blanc. Le trio du milieu de terrain a été composé de Patrick Ilongo Ngasanya, du Ghanéen Salomon Asante et du Malien Diarra. Le Malien A. Traoré, le Zambien Rainford Kalaba et le Tanzanien Mbwana Ali Samatta ont constitué le réseau offensif

des Balianguena de Lubumbashi. En dépit du fait d'être joueuse dans l'entrejeu, l'équipe de Lubumbashi s'est cependant exposée à quelques contre-attaques, qui, heureusement pour elle, n'ont pas fait mouche. Patrice Carteron a procédé à trois changements en deuxième période : le Ghanéen Daniel Adjei a pris la place de Rainford Kalaba à la 47^e minute, le Tanzanien Thomas Ulimwengu a remplacé le Ghanéen Salomon Asante à la 84^e minute et le Malien Cheibane Traoré est monté à la place du Tanzanien Samatta à la 90^e minute. Il n'y a donc pas eu de but au cours de cette partie.

Au terme de la quatrième journée, l'AS V.Club se retrouve en tête du groupe A avec sept points, à égalité avec Mazembe qui totalise également sept points. Zamalek du Caire est troisième avec quatre points, ainsi que Al Hilal du Soudan qui compte le même nombre de points. La cinquième journée est prévue pour les 8, 9 et 10 août avec les affiches : Mazembe contre Al Hilal au stade TP Mazembe de Lubumbashi d'une part, et Zamalek contre V.Club au Caire de l'autre. Mais en attendant, les clubs congolais sont sur une lancée certaine pour la qualification en demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique.

M.E.



Mazembe à l'échauffement avant le match contre Zamalek à Alexandrie (photo tpmazembe.com)

FORCE MONTANTE CONGOLAISE

Lancement de la campagne de structuration des organes intermédiaires

La campagne a démarré officiellement le 29 juillet dans un hôtel de la place, en présence de Victor Foudi, président de la fédération du Parti congolais du travail (PCT) du département de Pointe-Noire, et de Juste Bernardin Gavet, premier secrétaire national de la Force montante congolaise (FMC). Elle prendra fin le 5 août prochain.

À l'occasion de cette cérémonie, Juste Bernardin Gavet a indiqué que le processus de restructuration des organes intermédiaires de la FMC, dont Pointe-Noire constitue la troisième étape après les départements de la Lékoumou et de Brazzaville, s'effectue conformément aux recommandations du sixième congrès extraordinaire du PCT. Celles-ci ont donné naissance à la FMC, inspirée par deux impératifs catégoriques : la revitalisation et la redynamisation du parti. Socle sur lequel le PCT devra solidement prendre appui pour optimiser ses performances, la FMC devrait donner une véritable



ue des participants (© Adiac)

réponse aux espérances qui ont justifié sa création.

« L'opération de structuration exige la discipline, la solidarité. Dans l'unité et la

tolérance, débattrez librement en toute responsabilité, travaillez en camarades, choisissez ceux des vôtres qui méritent la confiance et pre-

nez l'engagement d'être les acteurs du mouvement qui mettent la FMC en situation de concevoir et d'agir. Notre dispositif structurel, une fois

mis en place, doit faire de la Force montante congolaise un puissant appareil de mobilisation, d'analyse et de proposition, apte à garantir au camarade président Denis Sassou N'Guesso le meilleur accompagnement dans la conduite de la République du Congo qu'il s'emploie à transformer et à porter vers l'émergence au travers d'une action soutenue d'industrialisation et de modernisation », a-t-il déclaré.

Pour sa part, Victor Foudi a expliqué que les structures juvéniles de la FMC du département de Pointe-Noire devaient être composées de jeunes âgés 15 à 35 ans. « La présente cérémonie illustre que le PCT est bel et bien revitalisé. Les membres de la Force montante congolaise du département de Pointe-Noire sont animés par un sentiment d'allégresse, de fierté, de responsabilité et d'espérance. La FMC représente un véritable vivier de futurs cadres politiques au service du parti », a-t-il signifié.

Séverin Ibara

TRADITIONS

Les royaumes Loango et Téké scellent un cadre de concertation

La signature de la Charte de concertation qui met en place le Conseil interroyal de concertation des royaumes du Congo (CIRC) a eu lieu le 30 juillet à Bilala, au village Diosso, sous-préfecture de Loango dans le département du Kouilou, en présence de Moe Makosso IV, roi de Loango.

Le cadre de concertation regroupant les deux cours royales de Loango et Téké a été mis en place dans le souci de promouvoir et de défendre le précieux patrimoine de notre civilisation. Organe à but non lucratif et apolitique, il permet de renforcer les liens de solidarité et de fraternité entre les royaumes existants puisque la Nation reconnaît les institutions monarchiques que l'avènement de la République a préservées afin de pérenniser les valeurs traditionnelles dont elles sont porteuses.

Le CIRC a, entre autres objectifs, ceux de garantir et pérenniser les valeurs morales et traditionnelles, de renforcer les liens de solidarité et de fraternité entre les royaumes au niveau international et national dans le but de multiplier les échanges, de rassembler les royaumes du Congo, de réfléchir sur l'avenir des royaumes, de réagir sur les problèmes d'intérêts communs, de promouvoir et défendre notre patrimoine culturel, de porter les projets culturels et d'organiser des séminaires dans le but de faire connaître les royaumes du Congo. Les décisions prises par le Conseil doivent être entérinées par les deux cours royales.

Philippe Makouami, 1er vice-président de la Cour royale de Mbé, représentant du roi Téké, le Makoko Auguste Nguempio, après avoir évoqué les liens historiques, d'amitié et de solidarité qui existent entre les deux capitales royales, Mbé et Bwali, a exprimé sa gratitude au roi Moe Makosso IV, aux dignitaires et conseillers de Bwali pour leur hospitalité.

Après avoir remercié les experts des deux cours pour le travail abattu, Moe Makosso IV les a exhortés à la même abnégation pour sa mise en œuvre. « L'existence réelle de ce cadre de réflexion apolitique va permettre de s'entendre mutuellement et d'aller de l'avant », a-t-il assuré.

Selon Justin Koumba, le Mâ Mboma, 1er ministre du royaume de Loango, cet accord est un signal fort qui permet de savoir que les royaumes sont nécessaires pour la vie de notre société.

Sylvestre Ossiala, membre de la délégation de la Cour royale de Mbé, a renchéri : « La signature de cette Charte est un cadre de dialogue entre les deux royaumes existants au Congo pour raviver la flamme de la sagesse royale, et de l'éthique royale qui manque cruellement à la chose politique. Nous avons personnellement salué cette initiative pour laquelle nous souhaitons bon vent et longue durée parce qu'elle profite au Congo tout entier. Ce que l'on cultive ici, c'est l'intérêt national et non l'intérêt particulier. C'est un cadre de conseil, d'orientation ou moral comme il en existe sous d'autres cieux au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Cameroun par exemple. C'est ce retard qu'il fallait rattraper. »

Après le paraphe de la Charte à Bwali par Moe Makosso IV, roi de Loango, la mise en œuvre des engagements pris sera effective après la signature prochaine à Mbé, capitale du royaume Téké, de la dite Charte, par Makoko Auguste Nguempio, roi des Tékés.

Hervé Brice Mampouya

EXERCICE LOANGO 2014

Clôture du stage opérationnel et logistique

Débutée le 23 juillet, la formation s'est achevée mercredi 30 juillet à l'amphithéâtre du Camp des martyres de la ville océane, en présence des généraux Raimundo Savihemba, François Osselé et Didimou Joa Capingana, respectivement directeur adjoint, co-directeur adjoint et commandant des forces de l'exercice Loango 2014.

Clôture des travaux et appréciant le bon déroulement de ce stage, le général Raimundo Savihembac a indiqué qu'il aura permis l'élaboration des deux documents essentiels : le concept d'opération des commandements des forces et ses annexes ; et l'ordre d'opération n°1 des commandements des forces et ses annexes. Les participants ont admirablement enrichi l'exercice Loango 2014 avec un dossier complémentaire sur les acteurs du conflit et la retouche de certaines prescriptions du plan de mission antérieur. En effet pour cette première rencontre qui a regroupé les différents animateurs des postes de commandement interarmées, les composantes des forces armées avec la représentation du personnel civil, le climat de travail a révélé une harmonie laissant croire qu'il y aurait eu plusieurs rencontres dans le passé.

« La maîtrise dont les stagiaires ont fait montre traduit l'attention stratégique en réalité tactique qui aurait pu supposer que tous les stagiaires étaient familiers avec les spécificités recommandées par cet exercice, alors que certains d'entre eux sont à leur première expérience. Cette performance a été possible aussi grâce au concours des officiers français basés au Gabon et chargés de l'animation du stage », a-t-il déclaré.

Rappelons que Loango 2014 est un exercice militaire qui réunit l'ensemble des forces armées des pays qui composent la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CÉÉAC) y compris l'Angola et le Burundi. Celui-ci se tiendra cette année dans le département du Kouilou en République du Congo après le Tchad et l'Angola, respectivement en 2006 et 2010.

S.I.

SANTÉ

Plus de six cents malades traités gratuitement

C'est dans le cadre de la quatrième édition de l'action de santé organisée à Dolisie (Niari) qu'Amédée Kiloemba et Jean Benoît M'Boumbi, respectivement député de MVouti 1 (Kouilou) et secrétaire général de la commune urbaine, se sont rendus dans le village des Saras (Mvouti).

Ils étaient accompagnés du président de l'association Aficada, Jean Kernaïse Mavoungou, qui avait à ses côtés le docteur Nguita et la délégation des médecins et infirmiers bénévoles venus de France pour administrer des soins à la population. Plusieurs pathologies ont été dépistées et des soins ont été apportés contre, entre autres, le diabète, l'hypertension artérielle, les maladies sexuellement transmissibles (MST), la fièvre typhoïde, les caries dentaires. Cette action était une grande première pour ce village de près de onze mille habitants. Les populations des villages de Kimpessi et de Mfoubou



ont également bénéficié de ces consultations médicales gratuites. Ainsi donc les élus de Mvouti, sénateurs et dé-

putés, ont été mis à contribution ainsi que des cadres des Saras, notamment le directeur général de GSA, Guy

Massanga, Justin Mavoungou et Alain Batchy, afin que cette action médicale soit un succès.

Avant la campagne, le comité du village des Saras s'est pleinement investi en préparant l'hébergement de la délégation et en assurant la tenue d'un registre des malades afin d'accélérer leur prise en charge. La fin de cette campagne s'est terminée par une visite des cascades organisée près de la base-vie chinoise à Bivangou.

De nombreux habitants du village des Saras ont souhaité que cette action humanitaire se pérennise. Elle est d'une importance capitale pour la population, qui a pu bénéficier de soins gratuits. Un dîner officiel a été offert à toute la délégation à l'auberge André du Km 102.

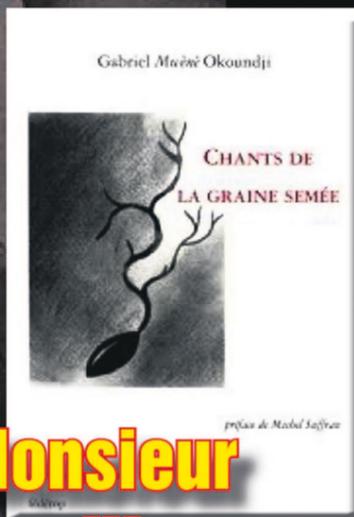
Notons que les médecins et infirmiers bénévoles de France ont été invités à Dolisie (Niari) par le colonel Ayayos Ikounga Rémy en partenariat avec l'Association des Dolisiens, représentée par Serge Duckat, Clément Ikapi et Patrick Ikounga, tous médecins.

Faustin Akono

Séance dédicace

Ouvrages de Monsieur Gabriel Okoundji, le 6 août 2014 à partir de 12 heures.

Lieu Librairie : « Les DEPECHEs DE BRAZZAVILLE »
84, Boulevard Denis Sassou N'Gusso
Centre-ville face marché de la PV à côté de la CfaO.



LITTÉRATURE

Hugues Eta publie deux recueils de poèmes

Dans *L'Âme des larmes*, Hugues Eta peint les douleurs d'une jeunesse qui croit à la possibilité d'un sursaut alors dans *L'ivresse des sueurs*, il invite la jeunesse à se relever et à se remettre en cause au lieu d'adopter une posture apathique qui malheureusement conduit au gouffre infernal.

À travers sa poésie avant-gardiste, l'auteur dépeint une jeunesse africaine qui se cherche mais aussi les douleurs d'un peuple laminé par la rudesse du temps. Poète d'avenir à l'écriture sobre et simple, Hugues Eta a une poésie qui coule toute seule comme les eaux douces d'une rivière « En 2012, j'ai lu dans la presse qu'Hugues Eta était lauréat du prix Paul-Eluard de poésie pour son recueil *L'Âme des larmes*. Ce qui ne me surprend guère tant son premier recueil était une belle promesse. Dans son dernier roman, on ressent l'empreinte de la poésie, parfois de manière heureuse quand la langue est cristalline, parfois trop lyrique quand il abuse de l'image ou d'une formule frappée, mais ces détails n'atténuent ni la force du récit ni la fluidité de la langue de ce texte, où Hugues Eta est tour à tour paysagiste-géographe, lorsqu'il décrit les errances du héros le long du fleuve, chroniqueur lucide, quand il narre les tribulations de Mpiko. Il y a dans ce récit une tendresse manifeste de l'auteur pour sa terre natale et un besoin urgent de participer à la naissance d'une nation plus fraternelle, davantage culturelle, plus humaine, dans la-



Hugues Eta (© Adiac)

quelle l'écrivain et l'artiste pourront s'épanouir au même titre que le musicien », écrit dans la préface Boniface Mongo-Mboussa, écrivain et critique littéraire.

Le professeur Mukala Kadima-Nzuji, pour répondre au questionnement de comment exister d'Hugues Eta dans le recueil *Mourir pour naître*, autre recueil de poésie paru il y a quelques années, écrivait dans la préface : « Au-delà de cette question à multiples angles, ce qui m'a séduit dans le recueil d'Hugues Eta, c'est son écriture. Une syntaxe de juxtaposition, comme dans la poésie orale de son terroir, s'allie aux métaphores les plus hardies pour conférer à ses textes une charge évocatoire exceptionnelle. »

Hugues Eta est un poète francophone. Il a déjà publié *Mourir pour naître* aux Éditions La Bruyère et *Une Silhouette de poule* aux Éditions le Chasseur abstrait. Cet éternel poète embrasse la mort et étreint sur son chemin les douleurs d'un enfantement. *L'Âme des larmes* lui a valu le prix Paul-Eluard de la Société des poètes français en 2012.

Hervé Brice Mampouya

VOLLEY-BALL

Une seule équipe fait vivre la ligue de Pointe-Noire/Kouilou

L'AS Cheminot reste l'unique équipe de volley-ball de la ligue interdépartementale Pointe-Noire et Kouilou après la disparition des autres équipes, a indiqué le président de cette ligue, Serge Magloire Nzaou, qui appelle les anciens pratiquants à s'impliquer pour la renaissance de la discipline dans les deux départements.

Le volley-ball ne vit plus normalement à Pointe-Noire après la disparition des trois autres équipes, à savoir : Petro Sport, Walco et Inter club. En effet, l'AS Cheminot reste l'unique équipe qui fait vivre la discipline en catégorie junior et cadet, s'est inquiété le nouveau président de la Ligue, qui se trouve confronté à une situation très difficile.

Après son élection à la tête de cette ligue en décembre 2013, Serge Magloire Nzaou n'a organisé aucune activité de volley-ball faute d'équipes. Face à cette difficulté, le premier volleyeur de Pointe-Noire et Kouilou a mené plusieurs démarches auprès des dirigeants d'Inter club, qui existait encore il y a deux ans, et des établissements scolaires pour faire renaître les équipes, mais en vain. « Aujourd'hui, nous n'avons plus qu'une seule équipe de

volley-ball à Pointe-Noire. Si celle-ci disparaît, on ne sait pas si on parlera encore de volley-ball à Pointe-Noire et le président de la ligue que je suis ne fait que constater avec amertume que le volley-ball n'est pas pratiqué comme je l'aurais souhaité à Pointe-Noire. »

Serge Magloire Nzaou estime que si les sociétés publiques et privées de la place, telles que la SNPC et Congo Service, avaient des centres de formation, on pourrait avoir beaucoup d'équipes. « Nous avons voulu susciter cela et que les gens comprennent, mais, le président n'a pas une baguette magique », a-t-il regretté, ajoutant : « Nous sommes en train de réfléchir

« Aujourd'hui, nous n'avons plus qu'une seule équipe de volley-ball à Pointe-Noire. Si celle-ci disparaît, on ne sait pas si on parlera encore de volley-ball à Pointe-Noire et le président de la ligue que je suis ne fait que constater avec amertume que le volley-ball n'est pas pratiqué comme je l'aurais souhaité à Pointe-Noire. »

à ce qu'il faut faire puisque ça ne se passe pas seulement au niveau de la ligue.

C'est un problème qui regarde tout le monde. Il y a un désintérêt total. Pourtant, à l'époque, les écoles constituaient les centres d'encadrement des jeunes. Croyez-moi, j'ai fait la ronde des établissements scolaires qui ont reçu du matériel de la Fédération congolaise de volley-ball pour faire renaître le volley-ball, mais, malheureusement, il a été rangé dans les tiroirs. »

Serge Magloire Nzaou fait appel à la conscience des anciens volleyeurs

Malgré ce déclin, Serge Magloire Nzaou reste optimiste quant au relèvement de la discipline au niveau de sa ligue. « Je sais qu'on peut

faire renaître ces équipes avec un peu de volonté. J'en appelle à la responsabilité



Serge Magloire Nzaou (© Adiac)

de tout le monde et à la conscience des anciens volleyeurs qu'une discipline ne peut pas être pratiquée sans les anciens. Le volley-ball est en train de mourir : tous les anciens joueurs devraient se sentir concernés pour relever la discipline au niveau des deux départements. Le volley est la discipline la plus facile à pratiquer. Que tout le monde se sente concerné, car cette discipline ne doit pas seulement se jouer à Brazzaville ! Nous voulons revoir

les Ponténégrins, les Dolisiens et les Cuvettois dans l'équipe nationale comme à l'époque », a renchéri le président de la ligue.

Notons par ailleurs que malgré le manque de compétitions de la ligue, celle-ci, à travers son équipe des vétérans, des seniors (sélection) et de l'AS Cheminot junior et cadet homme, a participé du 18 au 21 avril, à Dolisie, au tournoi interdépartemental de volley-ball de la zone sud, organisé par la fédération pour la mise en jambe des joueurs. L'AS Cheminot l'a emporté en junior alors que leurs cadets ont occupé la deuxième place dans leur catégorie derrière les cadets de l'AS Cheminot de Dolisie.

Enfin, le président de la ligue interdépartementale de volley-ball Kouilou/Pointe-Noire a réitéré son appel à tous ceux qui veulent encourager les jeunes à la pratique de la discipline à Pointe-Noire : le bureau exécutif reste disponible et disposé à voir quiconque voudrait apporter sa pierre à l'édifice du volley-ball, a-t-il indiqué, avant d'annoncer l'organisation du championnat national du 24 au 31 août, le lieu restant à préciser.

Charlem Léa Legnoki

POINTE-NOIRE

La société Congo Terminal s'engage à lutter contre le cancer chez l'enfant

Dans le but de mieux prévenir, lutter contre la sous information, et améliorer la précocité du diagnostic chez les enfants atteints de cancer, la société Congo Terminal en partenariat avec la Fondation Calissa Ikama ont présenté jeudi 25 juillet à la direction générale de Congo Terminal un projet de la ligne téléphonique dénommé « Sos cancers chez l'enfant ».

Ainsi ce projet se fixe plusieurs objectifs notamment lutter contre la sous information et le déficit de communication sur le cancer et sa prise en charge, donner à tous l'accès à une information claire, validée et actualisée sur le cancer, aider les personnes à se repérer dans le système sanitaire et social, offrir aux personnes concernées une écoute humaine et attentive à leurs préoccupations.

En effet expliquant l'engagement de sa société dans ce projet, Michel Antonelli directeur général de Congo Terminal s'est expliqué : « Je me félicite d'entraîner la société Congo Terminal dans cette action à travers le groupe Bolloré qui a une politique dans les domaines de protection de l'environnement, de la santé des personnes. Les enfants représentent l'avenir d'un pays, ils sont les plus vulnérables pour résister aux maladies, ils ont le besoin d'être plus entourés. Toute action ne peut pas éradiquer le cancer chez les enfants mais au moins prévenir ceux-ci à l'aide des moyens de communication comme cela est souvent le cas



pour d'autres maladies. Le cancer est une maladie complexe comme il s'agit de lutter contre celle-ci à l'égard des enfants, cela constitue une raison supplémentaire que Congo Terminal s'y intéresse. Depuis quelques années la société Congo Terminal s'implique beaucoup dans toutes les causes médicales sociales afin de porter son concours. Nous pensons qu'une société qui emploie beaucoup du personnel doit aussi s'impliquer dans la santé et autres activités sociales du pays où celle-ci est installée ». Remerciant pour sa part la société Congo Terminal, Yolande Ketta-Mbanguid, présidente de la fondation Calissa Ikama s'est exprimée en ces termes : « Je remercie très sincèrement du fond de mon cœur monsieur Michel Antonelli, pour cette

grande action sociale qu'il vient de mener en faveur de la fondation Calissa Ikama. Il n'y a pas beaucoup d'entreprises qui ont soutenu notre fondation avec autant de passion, autant d'engagement. Aujourd'hui Je suis très comblée que ce projet ait arrivé à son terme après autant de mois de négociation en vue de mettre en place ce protocole d'accord. Le groupe Bolloré par l'intermédiaire de Congo Terminal est en train de s'envoler très haut en Afrique centrale par la réalisation de ces genres d'actions sociales au profit de la fondation Calissa Ikama. Grâce à ce partenariat le groupe Bolloré se courbe pour donner la main aux enfants du Congo, par la volonté de son directeur général comme le soutient aussi Abraham

Lincoln : « Un homme n'est assez grand que lorsqu'il se penche pour aider un enfant »

C'est le protocole d'accord signé entre le directeur général de Congo Terminal et la présidente de la fondation Calissa Ikama qui a marqué la fin de la cérémonie. En sa qualité de partenaire financier de la fondation Calissa Ikama, Congo Terminal a contribué dans ce projet à hauteur de 31.400.000 FCFA soit 54%. Le cancer est l'objet de 20% des admissions aux CHU de Brazzaville, le taux de mortalité le plus élevé est de plus 80% des cas, les principales causes sont le diagnostic tardif, l'insuffisance de spécialistes du cancer tant dans le diagnostic que dans le traitement, l'insuffisance des structures de prises en charge appropriées, le coût élevé de traitement et le manque de disponibilité des médicaments.

Congo Terminal est une filiale de Bolloré Africa Logistics qui prévoit un investissement total d'environ 374 milliards de Fcfa sur les 27 années de concession du Terminal à Conteneurs. Bolloré Africa Logistics est le premier opérateur de logistique intégrée, présent dans 45 pays en Afrique. Bolloré Africa Logistics propose une solution logistique door to door, grâce à un savoir-faire unique en matière de gestion de corridors et à un maillage sans équivalent. Bolloré Africa Logistics porte les valeurs du groupe Bolloré, et mène des actions de développement durable & sociétal planifiées et maîtrisées.

DIABLES ROUGES/FOOTBALL

Sagesse Babélé : « ...un rêve devenu réalité »

« C'était une joie d'intégrer l'équipe nationale. C'est ce que je rêvais depuis toujours. Nous nous battons pour la qualification le 2 août à Kigali. J'ai ce devoir à accomplir si je suis encore aligné ». Ces propos sont de Sagesse Babélé, peu utilisé dans son club l'Athlétic club Léopards de Dolisie, mais qui est en train de gagner des galons en équipe nationale.

Le jeune joueur, qui a poursuivi sa formation au Centre national de formation de football, a fêté sa première sélection à Windhoek, lors du match aller du deuxième tour des préliminaires de la Coupe d'Afrique des nations. Nombreux ont été ceux qui contestaient sa sélection vu le temps qu'il passait sur le banc de touche des Fauves du Niari. Croyant en son talent, il avait, au terme du match, fait taire toutes les critiques en sortant le grand jeu face aux Brave Warriors de Namibie. Un souvenir qu'il n'entend jamais oublier grâce à la bénédiction de Claude Le Roy. « C'était une joie d'intégrer en équipe nationale et quand le sélectionneur m'a mis sur la liste de départ. C'était une bonne nouvelle pour moi. C'est ce que je rêvais depuis toujours », explique le joueur, avant de poursuivre : « L'entraîneur a vu les critères que je remplissais. Il a cru en moi et m'a mis dans le onze de départ. Sur le terrain, j'avais la responsabilité de prouver de quoi j'étais capable.

Car le coach m'avait dit d'être sérieux dans mes décisions, d'être prêt à tout moment », se souvient-il.

En trois matchs des préliminaires disputés par les Diables rouges seniors, Sagesse Babélé a été titularisé à deux reprises et n'est entré en jeu qu'une fois, lors de la rencontre lors de la manche retour à Pointe-Noire face à la Namibie. Le 2 août, il s'appête à célébrer sa quatrième sélection avec le maillot tricolore. Au sein de l'équipe A, l'ambiance est parfaite, de quoi faire décoller l'avion transportant les ambitions de Sagesse Babélé. « Des ambitions, il y en a plusieurs », affirme le jeune joueur, dont la polyvalence n'est pas à démontrer. Il peut évoluer dans l'axe, au milieu tout comme milieu excentré. Avec les Diables rouges, ses objectifs sont clairs : disputer la phase finale de la CAN avec les Diables rouges. Avec les U-20, il avait échoué à la porte de la qualification à deux reprises sous la direction d'Eddie Hudanski. « Quand un joueur joue pour l'équipe nationale, c'est pour gagner des trophées. Je rêve de jouer la phase finale de la Coupe d'Afrique et de la gagner. » Il a inscrit ces deux échecs chez les juniors sur la liste de ses mauvais souvenirs, ne gardant que les précieuses victoires contre le Rwanda à Kigali avec les juniors et celle face aux Léopards de la République démocratique du Congo à Lubumbashi, comme les bons.



Sagesse Babélé (© DR)

L'ambition d'augmenter le temps de jeu dans son club

Dans son club actuel, le quatrième de sa carrière, Sagesse s'est engagé à donner le meilleur de lui-même pour élever son temps de jeu qui reste très faible. « Dans l'AC Léopards, j'essaie de donner

le maximum pour être titulaire car je suis souvent remplaçant. Il y a des moments où je suis absent du terrain. Mon temps de jeu est vraiment faible. Je dois l'augmenter en travaillant beaucoup. Cela me fait mal d'être loin du terrain. Mais c'est l'entraîneur qui fait

ses choix. » Ancien joueur du FC Kondzo, Sagesse Babélé avait tapé dans l'œil d'Eddie Hudanski lorsqu'il s'engagea pour l'Étoile du Congo (2009-2010). Il quittait ce club avec seulement un but marqué pour s'engager dans un autre club voisin, les Diables noirs (2011-2012), qu'il quittait avec un compteur à but amélioré (cinq). Le but qui a marqué les esprits est sa puissante frappe de plus de 40 m qui a donné la victoire aux Noir-et-Jaune. Intégré au Centre national de formation de football, Sagesse Babélé a bénéficié de la confiance d'Eddie Hudanski qui lui avait donné le brassard de l'équipe junior.

« J'ai intégré le Centre national de formation de football parce que j'ai travaillé d'arrache-pied. Cela rentrait dans ma vision de jouer pour l'équipe nationale. Je me suis donné à fond et Eddie Hudanski m'a sélectionné. J'ai rapidement gagné du galon grâce à mon comportement : j'étais discipliné, j'aimais le travail et je respectais mes coéquipiers et les dirigeants », raconte celui qui a une qualité de frappe exceptionnelle, une qualité qu'il souhaite garder. « Je marquerai encore des buts de plus de 40 m comme celui qui j'ai inscrit pour les Diables noirs. » Comme tout joueur ambitieux, Sagesse Babélé a un autre rêve qui s'accomplira peut-être plus tard : jouer dans un club européen.

James Golden Eloué

BRIN D'HISTOIRE

Les Feux de Brazza

À Brazzaville, ville de musique du réseau des villes créatives Unesco, s'ouvre du 2 au 8 août 2014, la cinquième édition du Festival de musique traditionnelle connu sous la dénomination Les Feux de Brazza, à Mfilou dans le 7^e arrondissement de Brazzaville. Hugues Ondaye, son directeur général, dont la persévérance est le carburant, permet aux Feux de Brazza de s'affirmer comme un lieu incontournable de la promotion culturelle africaine.

La première édition de Feux de Brazza a eu lieu le 30 juillet 2005, à la maison commune de Ouenzé, dans le 5^e arrondissement de la capitale, Brazzaville. Cette première édition, parrainée par l'honorable Sylvestre Ossiala, était consacrée aux musiques traditionnelles du Mali, de la République démocratique de Congo et du Congo. D'autres éditions ont suivi par la suite, s'étoffant au fil du temps. Aujourd'hui, le festival Feux de Brazza couvre de nombreuses aires culturelles du continent africain. Le développement fulgurant de ce festival l'a été, faut-il le redire,

au prix de la ténacité d'un homme, Hugues Ondaye, soutenu, depuis le début de cette aventure, par le professeur Mbuyamba Lupwishi.

Personne, mieux que celui-ci, ne peut parler des Feux de Brazza, dont cette cinquième édition est « le signe de pertinence, une indication de maturité et un appel à la collaboration. L'importance de la musique et de la danse traditionnelles propres de l'Afrique n'est plus à démontrer; la conviction de tous étant faite sur la nécessité de bâtir les efforts de développement aujourd'hui et de canaliser les espoirs de renaissance des civilisations africaines demain sur ce qui fait son identité, façonne sa spécificité et lui garantit sa respectabilité. Feux de Brazza permet de traduire les paroles en actes et donne l'occasion de mesurer la distance parcourue sur ce chemin de la vérité et l'ampleur des efforts qui restent à faire.

Aussi l'accueil des manifestations et des concerts populaires orga-

nisés dans les différentes grandes zones de la capitale congolaise, cette ville créative pour la musique applaudie et reconnue universellement, peut-il témoigner de l'adhésion populaire à cette vision, les reconnaissant dans les prestations des artistes, participant, comme autrefois au clair de lune, au déroulement des spectacles offerts et communiant à la magie et à la mystique inscrites dans le secret de la création. Feux de Brazza aura donc atteint l'âme du peuple et agité la fibre de sa sensibilité.

Devant cette réussite, on pourrait se contenter de présenter les félicitations à l'initiateur; à l'équipe triomphante de cette entreprise et aux bénévoles qui les accompagnent. Il nous faut cependant, reconnaissant que nous sommes devenus tous acteurs dans la pièce qui se joue, assumer notre rôle, notre devoir en vérité, celui de les accompagner nous tous, chacun à la place qu'il occupe, de les entourer de notre sollicitude, d'accepter

de dépenser de notre patrimoine personnel, familial et public, chacun et chacune à la place qui est la sienne, et de participer à cette œuvre commune de reconstitution, de réhabilitation et de renaissance de notre civilisation. Car, en définitive, c'est de cela qu'il s'agit ».

Cette 5^{ème} édition des Feux de Brazza est organisée sur le thème : « Instrument de musique africain et son rôle dans la musique mondiale ». Un colloque, organisé par le Centre régional de recherche et de documentation sur les traditions orales africaines (Cerdotola), réunira les experts de 32 pays.

Le programme de cette 5^{ème} édition comprend aussi : trente spectacles pour enfants et adultes ; un atelier d'initiation à la pratique des instruments de musique traditionnelle pour les enfants ; une exposition des instruments de musique traditionnelle, la visite des sites touristiques de Brazzaville et de ses environs. Une belle fête en perspective !

Mfumu